57e ANNEE (6e SÉRIE) — No 30 — 5 JUIN 1947

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

F.-M. CATHERINET
Ancien Supérieur du Grand Séminaire de Langres
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La bombe atomique, vue du côté japonais. — II. La charité catholique au Japon. — III. La situation actuelle de l'Eglise russe. — IV. Le complot des soutanes. — V. Les origines de l'Empire britannique. — VI. Une nouvelle Revue : *La Pensée catholique*.

I

Nous avons déjà beaucoup parlé ici même de la bombe atomique. C'est toujours avec la curiosité d'un condamné à mort, à l'égard du genre de son supplice, que l'humanité s'intéresse à cette question. Nous avons dit, dans un numéro précédent, les émotions des opérateurs, les scrupules des inventeurs, les blâmes des moralistes. Aujourd'hui, nous pouvons parler des impressions des victimes. Sous le titre : *Effets de la Bombe atomique*, John Campbell, traduit par Baillon de Wailly, nous en informe dans la *Revue de Paris*, de mai 1947.

Au matin du 6 août 1945, au quartier général japonais, on fut averti, par le radar à longue portée, de l'approche d'avions ennemis. On donna donc immédiatement le signal d'alerte. Mais, vers 8 heures, les radars à petite distance ne signalèrent que trois appareils. On en conclut qu'il ne s'agissait que d'un vol de reconnaissance, probablement d'une mission photographique ou météorologique. Donc, pas de danger immédiat. Le signal de fin d'alerte fut donné et la radio rassura les populations. Les cartes des radars du quartier général permettaient de suivre le vol de la mission. Elle passa au-dessus d'Hiroshima et prit la direction de l'île de Guam et de Saïpan. Aucun incident à signaler, c'était un épisode banal de la guerre. Pourtant, vers 8 h. 15, l'ingénieur-contrôleur général de la radio japonaise constata que la station d'Hiroshima n'émettait plus. Que s'était-il produit ? Il chercha à le savoir. Chose étrange, les lignes téléphoniques avec la ville en question ne fonctionnaient pas non plus. Un peu plus tard, les services du chemin de fer de Tokio s'aperçurent à leur tour que les relations télégraphiques avec Hiroshima étaient brisées, les fils semblant avoir été coupés à 8 ou 9 kilomètres au nord de la ville. De villages situés à une quinzaine de kilomètres de cette même cité, des rumeurs confuses de catastrophe commencèrent à se répandre. Il y avait eu à Hiroshima une explosion, ou plus probablement un tremblement de terre violent. Il devenait nécessaire de se renseigner. L'autorité militaire appela le poste de défense passive d'Hiroshima qui ne répondit pas. Au quartier général, on n'y comprenait plus rien. Les sismographes n'avaient enregistré aucune secousse grave, les radars n'avaient annoncé aucun raid d'envergure, les services de ravitaillement ne signalaient aucun dépôt important de munitions à Hiroshima, capable, en sautant, de produire de gros dégâts. Du reste, s'il y avait eu quelque accident de cette nature, les autorités responsables de la ville en auraient avisé immédiatement. Quelque chose de tout à fait anormal, inattendu, inexplicable s'était donc produit. On fit prendre un avion à un jeune commandant d'état-major, pour se rendre sur les lieux et procéder à une enquête. Trois heures plus tard, l'envoyé, arrivé à 150 kilomètres d'Hiroshima, apercevait au-dessus de la ville un nuage énorme, de nature inconnue. Il devina que la ville avait été le théâtre d'un cataclysme, sans pouvoir en identifier la nature. Poursuivant sa route, il ne vit, en atteignant les lieux, qu'un chaos fumant. La ville avait disparu ; il n'y avait plus d'aérodrome militaire. Il dut, pour se poser, voler jusqu'à une base située à environ 50 kilomètres. De là, on avait aperçu l'explosion et tenté d'envoyer du secours, mais sur toutes les routes, des barrages de flammes avaient arrêté les camions et les avaient contraints à rebrousser chemin. On voulut reprendre ces tentatives, vains efforts. Ce ne fut que tard dans la soirée qu'Hiroshima se trouva de nouveau relié au monde extérieur. Dans l'intervalle, quelques rescapés, couverts de brûlures, étaient survenus. Ils étaient hagards et épuisés. Leurs récits incohérents ne coïncidaient que sur deux points : il y avait eu un raid terrible sur la ville, et chacun d'eux avait reçu une bombe juste sur sa maison. Citons ici textuellement :

> « Le génie militaire d'Hiroshima n'avait pas averti Tokio pour la bonne raison que le commandant de la place était mort, ainsi que le commandant en second, son remplaçant éventuel, ainsi que tous les autres officiers de la place. Il ne restait personne pour adresser un message à Tokio, ni d'ailleurs aucun moyen de faire parvenir ce message. Ce raid était sans précédent et ne pouvait se comparer à ceux des Super-Forteresses américaines. Toutes les défenses avaient été instantanément anéanties ; les pompiers n'avaient pu songer à combattre les incendies qui s'étaient allumés à la même minute en mille endroits différents, car les postes d'incendie avaient été détruits comme tout le reste.... et, au fait, les pompiers eux-mêmes avaient péri en même temps que les autres habitants. Il n'existait plus un seul poste de secours. Le médecin-chef gisait enseveli sous les ruines de la ville, avec tous les membres du service de santé, qui n'étaient plus que des cadavres noircis, portant d'un seul côté une brûlure étrange faite par l'éclair effroyable qui les avait frappés. Avec les médecins, avaient péri les infirmières et les infirmiers. »

Sur le moment, nul ne se rendit compte clairement de la gravité de l'événement. Mais quand on fut mieux renseigné, la terreur et la consternation

se répandirent dans le pays. Les rescapés brûlés ou blessés semaient partout l'épouvante. On les transportait en hâte dans les hôpitaux les plus voisins. Mais ils remplirent rapidement toutes les places disponibles, jusque dans les villes les plus éloignées. Ils épuisaient les médicaments et surmenaient les médecins et les infirmières. Et malgré tous les soins, on n'en sauvait que bien peu. A Tokio, à Kobé, et dans tous les hôpitaux de l'Empire, mouraient des hommes, des femmes, des enfants, consumés par des brûlures mystérieuses. Les trains de blessés furent si nombreux, que certains d'entre eux, obligés d'aller toujours plus loin, n'arrivèrent à destination qu'au bout de vingt-quatre heures ! Trois jours plus tard, le 9 août, la ville de Nagasaki était frappée à son tour. Cette fois, les secours furent encore moins efficaces. Dans un rayon de mille mètres autour du point situé juste au-dessous de l'explosion, aucun être humain ne survécut.

« Tous ceux qui étaient dans les rues, à l'extérieur des bâtiments, furent tués par la propagation de l'onde qui suivit l'explosion, au bout de quelques secondes et avança à la vitesse du son. D'autres personnes périrent par l'effet du souffle ou furent écrasées sous les bâtiments qui s'écroulèrent. »

Mais que sait-on des agents destructeurs de la bombe ? Que se produit-il, quand elle explose ? On distingue trois sortes de radiations. L'une constitue l'éclair aveuglant, signalé par tous les observateurs. C'est celle qui se propage le plus loin et le plus facilement dans l'air et c'est la plus meurtrière. Mais il y a, dans le même temps, émission de rayons ultra-violets, donc invisibles, ce qui n'empêche pas leur intensité d'être si violente qu'en quelques millionièmes de seconde, ils produisent sur tout être humain rencontré, l'effet d'un « coup de soleil » mortel ! Une troisième sorte de radiation moins connue que les deux précédentes, a reçu le nom de *rayons gamma*. Elle est bien moins redoutable que les deux autres, parce que l'air l'absorbe en partie et qu'elle n'agit pas au-delà d'un rayon de trois kilomètres. Or, jusqu'à cette distance, elle a été précédée par les deux autres radiations et ne trouve guère que des cadavres. Ce sont donc les deux premières espèces de rayons qu'il faut décrire :

« La lumière et les rayons ultra-violets, au degré d'intensité où ils sont émis par la désintégration de la matière, peuvent carboniser les corps humains en un millième de seconde. Comme il faut beaucoup plus longtemps à la sensation nerveuse pour aller de l'épiderme au cerveau, la mort ne provoque aucune souffrance. »

C'est déjà un bon point pour la bombe ! Les hommes craignent souvent davantage la souffrance que la mort elle-même ; nul doute que l'on emploie un jour, par philanthropie, des procédés atomiques pour exécuter les condamnés à mort ! Ce sera plus anodin que la guillotine, horriblement démodée, et que la chaise électrique, voire la fusillade. Mais voici des bizarreries étranges :

« L'intensité de la lumière, juste au-dessous de la bombe, était si grande que les surfaces noires ou sombres des bâtiments, les cheveux et les vêtements noirs furent instantanément carbonisés. Les gens qui portaient des costumes foncés présentèrent des brûlures beaucoup plus graves que ceux qui portaient des vêtements clairs. Les corps des femmes vêtues de robes à rayures alternées, claires et foncées, étaient zébrés de brûlures. Les petites taches de couleur sombre des vêtements s'étaient reproduites, en une fraction d'un millième de seconde, sous la forme de brûlures profondes, de tatouages imprimés dans la peau. Tous ces effets furent produits par la lumière visible, les rayons infra-rouges et ultra-violets. La petite bombe de Nagasaki brûla les vêtements noirs dans un rayon de 600 mètres de l'explosion. Les champs de blé mûr prirent feu dans un rayon de 1500 mètres du point d'éclatement. »

Voilà bien avertis les porteurs de soutane noire ; c'est beaucoup plus dangereux que la coule des cisterciens ou la soutane des Pères blancs !

Venons-en cependant aux *rayons gamma*. De ce qui a été dit plus haut, on pourrait conclure qu'ils n'avaient aucun rôle à jouer dans cette tragédie ; ce serait une erreur. Leur action s'exerça surtout derrière les murailles de béton. Là, on était à l'abri de la lumière et des rayons ultra-violets, mais non à l'abri des rayons gamma. On s'imagine souvent qu'au Japon toutes les maisons sont construites en bois, parce que la pierre est rare dans le pays, et que c'est la coutume ancienne de l'Empire. Mais il n'en est rien.

« Les édifices du Japon, affirme M. Campbell, sont d'une solidité et d'une résistance extraordinaires. Ils sont beaucoup mieux construits que ceux de Chicago, de Saint-Louis ou de New-York, car les architectes japonais prévoient les tremblements de terre. »

Derrière les murs puissants des bâtiments officiels, les *rayons gamma* agirent de la façon que voici :

« Ces rayons opèrent de terribles changements dans les cellules du corps humain. Si leur intensité est assez forte, ils déterminent une brûlure dont les effets s'irradient à travers le corps. Les os, le cerveau, les intestins sont entièrement brûlés et la mort survient aussitôt. La brûlure peut être assez forte pour consumer la chair en quelques heures. L'un des expérimentateurs qui travaillaient à Los Alamos, où eut lieu la première expérience de la bombe atomique, ne prit pas garde au fait que son bras se trouvait sur le passage du terrible faisceau primaire des rayons gamma, qui se glissait par l'ouverture pratiquée dans l'écran placé devant lui. En quelques heures, la chair et les os de l'imprudent se décomposèrent et la décomposition gagna tout le reste du corps. »

Mais, avec la distance, ils deviennent moins actifs. Ils atteignent bien toutes les cellules du corps, mais elles réagissent différemment, sous leur choc. Celles du cerveau ne semblent que peu affectées. Et ce ne sont pas, comme on le croirait, les cellules de surface, les épithéliales, qui sont le plus touchées ; ce sont celles qui se trouvent au centre du tibia, du péroné, du sternum et des autres os à moelle, qui sont le plus endommagées. C'est en effet dans le creux de ces os-là que se produisent le globules du sang, en un mot tous les éléments vitaux de l'organisme : globules rouges, globules blancs, substances chimiques qui coagulent le sang, etc. Or, ce sont justement les cellules qui produisent le sang qui sont le plus sensibles aux rayons gamma. Il ne se fait donc plus ce travail puissant et merveilleux de la vie, remplaçant constamment les globules rouges et blancs usés par la vie même. Les substances chimiques qui coagulent le sang et qui ont pour fonction d'arrêter les hémorragies tant internes qu'externes, ne peuvent plus agir. Le blessé atteint par les rayons gamma est donc frappé d'hémophilie. Il se produit des

suintements internes de sang, par rupture de vaisseaux dont le sang ne coagule plus ; et ce sont ces petits suintements qui tuent la victime. Mais il est de nombreux cas où les rayons gamma agissent de façon plus compliquée. Chez certains, les cellules génitales ont été touchées, et la victime, homme ou femme, rendue stérile. Chez d'autres, la reproduction reste possible, mais accompagnée de phénomènes anormaux. Ici encore, les choses sont tellement extraordinaires qu'il faut citer textuellement :

« Les enfants pourront avoir quatre yeux ou en être dépourvus. Ils peuvent aussi n'avoir pas de bras, avoir quatre jambes, ou être simplement d'un tempérament tel qu'ils offriront un terrain très favorable au cancer. L'hémophilie elle-même peut passer à la seconde génération. Si les rayons gamma ne tuent pas la mère en en faisant une hémophile, ils peuvent faire de ses enfants et petits-enfants mâles, des hémophiles. La force aveugle des rayons gamma risque donc de causer des lésions graves pendant plusieurs générations ; parfois ce ne sera pas l'enfant lui-même, mais ses descendants qui en souffriront. Il est évident que dans la plupart des cas, ces mutations seront dommageables à l'homme. Il est possible aussi qu'elles entraînent des effets favorables. C'est ainsi qu'elles pourraient supprimer l'appendice ou les dents de sagesse, source de tant de maux. Le métabolisme de l'enfant pourrait être modifié, de telle sorte qu'il naîtrait immunisé contre toutes les maladies connues. Il n'est pas impossible aussi que ces mutations favorisent l'apparition d'un nouveau type de cerveau, sensiblement plus volumineux que le cerveau humain normal. Une Japonaise touchée par ces rayons donnera peut-être naissance à un type d'enfant véritablement supérieur, qui n'aura rien de commun avec l'homme moyen... »

Si nous citons tout ce passage, ce n'est pas que nous le prenions à notre compte. Il nous paraît au contraire traversé d'inventions imaginatives et farci d'invraisemblance. Mais comme, d'après l'auteur, on ne saura vraiment toute la suite des effets de la bombe atomique que vers l'an 2.000, le dernier enfant qui en aura subi les atteintes aura passé l'âge de la reproduction... et beaucoup auront peine à se trouver au rendez-vous. Nous sommes plus disposés à croire M. Campbell, quand il conclut :

« On a tout lieu de craindre qu'il naisse beaucoup d'enfants anormaux dans les régions de Nagasaki et d'Hiroshima, pendant les quarante années qui vont venir. »

Pour compléter ces informations, il est indispensable de se souvenir que les deux bombes employées au Japon ne sont plus, dit-on, qu'un souvenir d'un temps formidablement dépassé. Les bombes que l'on fera seront bien plus puissantes. On a des vues sur un procédé nouveau qui aurait une efficacité beaucoup plus grande.

Il s'agit du procédé Cockcroft-Walton, où l'on emploierait l'hydrogène en face de lithium. La seule difficulté est que l'hydrogène, pour consentir à bombarder l'atome de lithium, doit être porté, en même temps que lui, à une température voisine de 200 millions de degrés centigrades. Or, il n'existe aucun procédé susceptible de chauffer la matière à une telle température, si ce n'est la bombe atomique elle-même. La conclusion est toute simple : il suffirait d'introduire dans la bombe atomique actuelle, à base d'uranium et de plutonium, une seconde bombe composée d'un mélange de lithium et d'hydrogène. La déflagration de la première produira la chaleur nécessaire à faire éclater la seconde, et comme l'hydrogène et le lithium sont des matériaux tout à fait courants, rien n'empêcherait de donner à cette seconde bombe toute la grosseur que l'on voudra. Dans ce cas, on pourrait atteindre des résultats surprenants ! Comme le dit en propres termes notre auteur : « On peut *supposer* que, selon toute vraisemblance, une seule super-bombe suffirait aujourd'hui à détruire la ville de New-York ». Et il ajoute, en Américain très pratique : « Et le prix de cette destruction, si l'on ose mettre en avant ce genre de considération, serait relativement peu élevé. »

C'est donc une chose entendue : le progrès dans la construction des bombes atomiques aboutit à des résultats tout à fait « rentables » ; ainsi détruire New-York à bon compte ! Et comme il est trop tard, dit encore M. Campbell, pour que les hommes modernes se déshabituent d'encombrer les villes et de s'entasser dans d'étroites limites, on peut être sûr que la prochaine guerre verrait de magnifiques hécatombes. Einstein assure que les deux tiers de l'humanité y seront détruits. Gageons toutefois qu'auparavant, on mettra la bombe atmotique hors-la-loi. Le monde s'endormira alors dans la sécurité, jusqu'au jour où il sera réveillé par les catastrophes ! C'est du reste la conclusion de l'article que nous résumons :

« Comme il y a fort peu de chances pour qu'on puisse, d'ici le prochain conflit, modifier les conditions actuelles d'habitation, apparaît-il comme certain que, grâce à quelques bombes seulement, la grande majorité de la population d'un pays et l'essentiel de ses moyens de production seraient anéantis en quelques minutes. »

Belle perspective, en vérité !

II

Pour nous reposer de ces horreurs, lisons quelques pages des *Annales des Franciscaines Missionnaires de Marie*, numéro de mars 1947, paru au début de mai. Il s'y trouve un article intitulé *Hier et Aujourd'hui au Japon*.

Hier, c'était pendant la guerre. A Biwasaki, une bombe de gros calibre tombe sur la ville, défonce un toit, brise une poutre, rebondit par une fenêtre dans le jardin, et ne fait aucun mal. C'était l'asile des lépreux. Le reste de la ville fut la proie des flammes. Les païens stupéfaits dirent aux sœurs : « Votre Dieu est vraiment grand ! »

A Tokio, même protection à l'Hôpital catholique de la Sainte-Mère. Un incendie s'y déclare. L'hôpital va être entièrement détruit et il n'y a pas une goutte d'eau pour le préserver.

« Que faire, sinon s'abandonner au Bon Dieu et à la Mère de Miséricorde dont l'hôpital porte le titre. C'est ce que firent les missionnaires de Tokio. Déjà les flammes avaient consumé le petit pavillon abandonné par l'asile des vieilles. La prière redoublait... Tout à coup le vent tourna, chassant dans une autre direction les flammes les plus menaçantes. L'hôpital sauvé demeura comme « un îlot de vie au centre d'un champ immense de ruines calcinées. »

Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, la guerre est passée. Mais la misère demeure, misère mondiale, insondable comme un gouffre. Tokio était une ville immense, interminable. Il s'y trouve maintenant des milliers et des milliers de sans-abris, formant des agglomérations pitoyables défiant toutes les possibilités de secours.

Mais voici la merveille : un élan magnifique de charité a soulevé le cœur de la malheureuse capitale. Tous ceux qui peuvent donner encore donnent. Toutes les classes de la société et les hôtes du palais impérial même s'unissent dans le même effort de bienfaisance. C'est l'un des plus beaux symptômes de l'atmosphère nouvelle que l'on respire au pays du Soleil Levant. L'un des refuges les plus émouvants de toute cette misère à secourir fut le sous-sol de la gare d'Ueno. Les voies et les quais n'y ont pas moins de deux kilomètres d'étendue. Tous les soirs, environ 2.000 pauvres se réfugiaient dans les passages souterrains.

« Population indéfinissable : honnêtes travailleurs dont les anciens foyers jonchent encore le sol de ruines ; soldats n'ayant plus retrouvé, à leur retour, ni famille ni maison ; vagabonds aussi, profitant de la circonstance pour se cacher parmi les autres. »

Un officier étranger, parlant de ces sous-sols, disait : « Chaque nuit, il y a des gens qui naissent et qui meurent là-dedans ». Et un journaliste catholique écrivait : « Le Japon aurait besoin d'une douzaine de saints Vincent de Paul ».

Les missionnaires se sont portés vers ce champ de travail surnaturel. Le R. P. Flaujac, des Missions Etrangères, a organisé des secours. Les Franciscaines de Marie de l'hôpital de la Sainte-Mère, sont venues à la rescousse. Un aumônier militaire américain, le R. P. Richard Scully, les ayant vues à l'œuvre, en fut si vivement touché qu'il écrivait, aux Etats-Unis : « Jamais je n'ai été si fier d'être catholique que ces jours-ci à Ueno-Station. »

Mais il faut copier ici une partie de sa lettre :

« J'avais rangé ma Jeep près de ce qui me paraissait être l'entrée de Ginza Subway... Curieux de voir à quoi ressemblait le sous-sol, je descendis l'escalier long et raide. Il m'amena aux nombreux et larges passages souterrains, assez faiblement éclairés, qui relient les quais a la gare proprement dite. Là, dans une atmosphère humide et malsaine, j'aperçus un peu partout de pauvres êtres humains, debout, assis, couchés même sur le béton malodorant. Les plus fortunés avaient étalé à terre avant de s'y étendre, de vieux journaux.

Ici, aucune mendicité, aucun stoïcisme non plus, mais on lit sur les physionomies l'état pitoyable de ces pauvres hères : les ruines amoncelées au dehors étaient leurs demeures ; ils ont tout perdu ; ces tunnels malsains sont maintenant leur seul abri, leur unique refuge. La curiosité en pareil lieu de misère me fit l'effet d'un sacrilège. Je me hâtai donc vers la sortie : c'est alors que je vis les Sœurs.

A la jonction des deux tunnels, se trouvaient quatre Franciscaines missionnaires de Marie et une agrégée, infirmière de leur hôpital de Tokio, le *Seibo Byoin* (La Sainte-Mère). Leur habit blanc contrastait étrangement avec ce qui les entourait et semblait presque un rayon de lumière venu d'un autre monde. Elles se tenaient près d'une petite table pliante, et bien que toutes Japonaises, elles ne travaillaient pas comme font ordinairement les Japonais, pour lesquels la moindre action comporte un cérémonial compliqué. Ici, point de salutations, mais un ordre presque militaire. Les malades approchaient de la table, sur trois files ; les blessures étaient pansées ; les yeux, les oreilles, les gorges soignés ; les compresses et les bandages appliqués avec une dextérité remarquable. Un cas plus compliqué se présentait-il, il était référé à celle qui me sembla le Chef. Celle-ci, assez grande pour une Japonaise, portait écrite sur sa figure la compassion qu'elle éprouvait pour son peuple. Elle écoutait l'explication des symptômes, usait du stétoscope et décidait, rapidement, du remède à donner.

Je la reconnus de suite. C'était Mère Marie Furanshisuko, docteur en médecine et excellent docteur. On se souviendra longtemps à Tokio de ses activités pendant la guerre... Avant d'entrer au couvent, (elle) exerça la médecine pendant environ six ans à Tokio. ...Son père et sa mère sont encore tous les deux païens ; elle fut probablement élève d'un des excellents pensionnats des Dames du Sâcré-Cœur, des Religieuses de Saint-Maur ou autres ; elle parle couramment l'anglais, le français, et peut « se tirer d'affaire » en allemand, en espagnol, en italien...

La directrice du *Seibo Byoin*, Mère Mary of Jesus, est aussi docteur. Pendant la première Grande-Guerre, elle exerçait la médecine à Londres ; cette guerre-ci fut sa seconde expérience. Un de nos chirurgiens de l'armée, qui put l'apprécier, affirmait : « Cette dame connaît son affaire ». Et il ne cachait pas sa surprise et son admiration en voyant sur quel pied elle avait installé l'hôpital. C'est sous sa direction que les Sœurs japonaises, qui l'entourent maintenant, elle et Mère Furanshisuko, ont fait leurs cours d'infirmières.

Voici la réponse à ceux qui aiment à se dire « gens pratiques » et qui ne voient pas l'utilité des missionnaires. Sans doute, c'est pour apporter la lumière de la foi sur cette terre païenne que les religieuses sont venues de partout, mais elles n'oublient pas pour cela les « choses pratiques », car elles savent qu'on ne peut aimer Dieu par-dessus tout, sans aimer aussi son prochain et même son ennemi. *Ueno Station* en est une preuve. Pour comprendre l'œuvre des Sœurs en tel lieu, il faut comprendre aussi quelque chose à la charité chrétienne.

En arrivant à la gare, leur premier soin est de se mettre à la recherche des mourants. S'ils le demandent, ils sont baptisés et tout le possible est fait pour leur donner un peu de confort. Le soir où je passais, les Sœurs avaient ramassé ainsi trois pauvres vieux, qui moururent avant leur départ. Elles recherchent aussi les bébés abandonnés. Joseph, l'enfant gâté de l'hôpital, est un bébé d'Ueno. Quelquefois, une pauvre mère est heureuse de leur confier son enfant malade, pour qu'il soit mieux soigné. Je me souviens de l'une d'elles : son bébé était dans un état pitoyable ; visiblement, il était temps qu'il sorte de là. En remettant son enfant à la Sœur, la pauvre femme pleurait à chaudes larmes, et je n'oublierai pas de sitôt le spectacle de cette religieuse tenant le malheureux bébé, — paquet de chiffons repoussants, — contre son habit blanc immaculé.

La tournée faite, les Sœurs installent leur petit dispensaire et les malades défilent. On voit de tout, depuis le petit enfant, attaché selon la coutume japonaise sur le dos de sa mère ou de sa grande sœur, jusqu'aux vieillards tremblants, au déclin de la vie. Un grand nombre souffre de plaies envenimées, dues à la dénutrition, ou infectées par le manque de soins. Des cas de typhus sont souvent signalés, jusqu'à trois ou quatre par jour. La police japonaise, aussitôt avertie, les conduit à l'hôpital. Il n'est pas rare de rencontrer même des lépreux...

Les Franciscaines de Marie ont huit autres résidences au Japon. Elles comprennent une léproserie, plusieurs hôpitaux, orphelinats, pouponnières, asiles de vieillards, etc. Bien que toutes ces maisons soient plus que pleines et les Sœurs débordées de travail, elles vont, comme autrefois leur saint patron, le petit Pauvre d'Assise, à la recherche des plus délaissés, des pauvres, des affligés. Comme lui aussi, elles taisent leurs œuvres de charité, mais nos soldats m'ont parlé du bien accompli par elles parmi les pauvres de Yokohama, de Sapporo et d'ailleurs... »

Un tel document ne pouvait se résumer. Il m'a fallu le citer presque *in extenso*. Et ce n'est pas, à mon sens, une petite consolation pour le cœur chrétien que de voir la charité, la divine et céleste charité à l'œuvre parmi les haines atroces d'ici-bas !

La gare d'Ueno a repris, du reste, son aspect normal. Depuis le 1er janvier, les sous-sols ont été

interdits à leurs tristes occupants. Ceux-ci ont été dirigés sur des refuges moins insalubres et mieux organisés : de petites baraques recouvertes de tôle ondulée, ou de vastes hôpitaux et sanatoria du gouvernement. Partout, les religieuses continuent à donner leurs soins. Elles se sont même entendu saluer du joli nom de « Vierges qui viennent consoler ».

Sous le regard de Dieu, ceci compense cela ! On se passerait bien de la bombe atomique, on ne pourra jamais se passer de la charité chrétienne.

III

C'est toujours avec une très grande curiosité que nous abordons les affaires russes. La Russie demeure le pays des énigmes et du mystère, le pays dont dépend dans une large mesure l'avenir du monde, en raison de sa masse, de sa puissance, de sa cohésion, de son régime, de sa philosophie, de sa religion. Justement, le R. P. Rouët de Journel, S. J., directeur du centre d'études slaves et professeur à l'Institut catholique de Paris, nous donne, dans les *Cahiers de Culture générale et de Formation Pédagogique* (28, rue du Bon-Pasteur, Lyon), au numéro de mars 1947, un aperçu très substantiel des rapports actuels de l'Eglise russe avec le gouvernement soviétique. Son dessein est d'exposer — sommairement, cela va sans dire, — l'évolution des rapports entre cette Eglise et ledit gouvernement, durant les 30 ans qui se sont écoulés, depuis l'écroulement du tsarisme.

Rappelons d'abord à grands traits la situation de l'Eglise dite orthodoxe dans l'Ancien Régime. Depuis la conversion de la Russie au christianisme, c'est-à-dire depuis environ un millénaire, l'Eglise russe avait été, à la manière byzantine, liée de la façon la plus étroite à la monarchie absolue qui gouvernait le pays. Assurément, cela donnait à cette Eglise un appui considérable. Ses lois étaient des lois d'Etat, ses prescriptions étaient renforcées et appliquées avec le concours de toutes les forces de l'Etat. Mais elle payait ces avantages immenses d'un prix inestimable, de sa *liberté*. Elle était devenue comme une partie intégrante du régime. Et quand le régime tomba, ce fut cette alliance intime entre l'Eglise orthodoxe russe et le gouvernement tsariste qui lui attira la méfiance et l'hostilité des nouveaux maîtres. Au surplus, ces derniers avaient puisé dans la doctrine marxiste une philosophie entièrement différente de la philosophie chrétienne. Ils étaient imbus de matérialisme et d'athéisme. Mais quelles que fussent leurs idées de derrière la tête, les chefs du parti communiste russe ne pouvaient ignorer que leur parti ne constituait qu'une minorité numérique, dans le pays, et que le réalisme politique, dont ils se glorifient de faire preuve en toutes circonstances, leur commandait de se conduire avec prudence en face des convictions religieuses, restées chères à un si grand nombre de Russes.

Ils connaissaient leurs statistiques : elles étaient singulièrement éloquentes. L'Eglise russe orthodoxe comptait, en 1914, environ 65 % de la population de l'Empire, soit près de 100 millions d'habitants, sans y comprendre la majorité des Géorgiens et des Caucasiens du nord. Il y avait alors, en Russie, un peu plus de 54.000 paroisses et près de 26.000 églises non paroissiales, le tout desservi par 57.000 prêtres et 15.000 diacres. Ce dernier chiffre révèle, à lui seul, l'importance que les diacres ont conservée en Russie. Chez nous, les diacres ne se trouvent que dans les séminaires. Le diaconat est le dernier échelon des Saints Ordres, avant la prêtrise, mais on ne trouve pratiquement aucun diacre en exercice dans les paroisses. En Russie, au contraire, comme dans la primitive Eglise, le diaconat joue un rôle important dans le culte et il n'est pas rare que l'on reste diacre toute sa vie. En dehors du clergé paroissial, composé d'hommes mariés, il existait en Russie 350 monastères d'hommes, avec plus de 20.000 moines, formant le « clergé noir » ou clergé régulier. C'était dans ce clergé, ne comprenant que des célibataires, qu'étaient obligatoirement choisis les évêques. Il y avait 64 diocèses, gouvernés par des évêques, des archevêques et trois métropolites (Petrograd, Moscou, Kiev). Ajoutons que les religieuses étaient encore beaucoup plus nombreuses que les moines : environ 475 monastères avec plus de 70.000 moniales.

Cette Eglise, si puissamment constituée, était également fort riche : environ 2 millions d'hectares pour le clergé séculier et 800.000 pour les couvents. Les subventions de l'Etat en faveur de l'Eglise s'élevaient à 130 millions de francs-or, qui feraient au moins 13 milliards de nos francs d'aujourd'hui.

Au point de vue doctrine, morale et culte, l'Eglise russe, séparée de l'Eglise romaine depuis le schime de Cérulaire, en 1054, avait gardé un christianisme authentique, ainsi que la succession apostolique des ordinations. Pour l'Eglise catholique, donc, aucun doute sur la validité de ces ordinations ni des sacrements conférés par ce clergé.

Que si l'on passe de là au point de vue politique, on en revient à cette subordination que nous avons signalée plus haut. Les 64 diocèses russes étaient soumis au Saint-Synode, établi par le tsar Pierre-le-Grand, en 1721. Avant cette date, l'Eglise russe se rattachait, par un lien du reste assez lâche, au patriarche de Constantinople, mais possédait un métropolite supérieur, résidant d'abord à Kiev, puis à Moscou. En pratique, le métropolite de Moscou, était comme le pape de l'Eglise russe, depuis qu'en 1589, le patriarche de Constantinople lui avait, à la demande de Boris Godounov, reconnu la dignité patriarcale. Mais Pierre-le-Grand avait pris ombrage de cette dignité. C'était pour remplacer le patriarcat qu'il avait institué le Saint-Synode. De 1721 à 1917, donc, l'Eglise orthodoxe russe fut sous la dépendance d'une assemblée de hauts dignitaires russes — le *Saint-Synode* — mais cette assemblée était assistée d'un « procureur » du gouvernement, un laïc, représentant le tsar et faisant fonction de ministre des cultes. De cette façon le vrai chef de l'Eglise était le tsar. Par son procureur, il nommait tous les évêques et décidait de toutes les questions intéressant le gouvernement de l'Eglise.

Que se passa-t-il quand les Soviets prirent le pouvoir, en 1917 ? Les membres du clergé avaient tous prêté serment de fidélité au tsar et à sa dynastie. Un grand nombre d'entre eux resta fidèle à ses engagements. Certains prélats et prêtres payèrent cette fidélité de la mort ou de l'exil en Sibérie. D'autres quittèrent la Russie avec le flot de l'émigration, cherchant asile au dehors contre un régime redouté et honni. Toutefois, au lendemain de l'ab-

dication du tsar Nicolas II, en février 1917, un concile général de l'Eglise russe avait pu être réuni et rétablir le *patriarcat*, à la place du Saint-Synode, désormais sans objet. Mais il avait été impossible de définir le statut juridique de l'Eglise en face du régime provisoire, celui de Kérensky. En novembre 1917, les bolchévistes s'emparaient du pouvoir et se livraient aussitôt à des cruautés, à des sacrilèges sans nombre et sans nom, contre le clergé, les fidèles, les églises, les objets du culte, les saintes icônes. Dans un mandement de 1917, le patriarche, Mgr Tikhon, stigmatisa solennellement et courageusement l'attitude des bolchévistes. Mais, un an plus tard, en octobre 1918, ayant pris l'avis des représentants de toutes les confessions chrétiennes, y compris les catholiques, il recommanda à ses subordonnés de ne pas compromettre l'Eglise par une action politique antigouvernementale. Il rappelait à ce propos la parole de saint Paul, en face de gouvernements païens, à savoir que « tout pouvoir vient de Dieu ».

Cette attitude résignée et tolérante ne désarma pas les haines bolchévistes. Les maîtres de la Russie avaient trop de préjugés contre la vieille Eglise, pour ne pas conserver toutes les rancunes, d'autant plus que les prélats et les fidèles réfugiés à l'étranger continuaient à confondre la foi orthodoxe avec le loyalisme monarchique, à proclamer très haut l'union étroite de ces deux choses, et leur espoir d'une prochaine restauration des Romanov. Le conflit entre la religion et l'Etat, au lieu de s'apaiser, s'envenima de plus en plus. La lutte des Soviets contre la religion orthodoxe prit la forme de la lutte la plus farouche contre toute espèce de religion. Sur le mur faisant face au célèbre sanctuaire moscovite de N.-D. d'Ibérie, fut écrit le fameux slogan emprunté à Karl Marx : « *La religion est l'opium du peuple* ! » Le matérialisme athée reçut toutes les faveurs de l'Etat, au même titre que la religion orthodoxe naguère les faveurs du tsarisme, et forma le fond de la doctrine officielle des révolutionnaires. La situation de l'Eglise devint terrible. Le gouvernement employait tous les moyens en son pouvoir, aussi bien contre les croyances que contre les personnes ; la foi chrétienne était couverte de ridicule. Les évêques et les prêtres étaient réduits à la mendicité. Les églises étaient désaffectées. Tous les biens ecclésiastiques étaient confisqués, les écoles religieuses, toutes les œuvres supprimées. Si l'on pouvait dresser le bilan de toutes ces ruines, ce serait quelque chose d'effrayant !

Mais quelle fut l'attitude des chrétiens ?

> « En butte à une persécution aussi acharnée, l'Eglise russe aurait dû, humainement parlant, cesser d'exister. Il y eut, de la part des fidèles, des défections massives, surtout dans le peuple privé de prêtres, d'églises et dont la foi était le plus souvent superficielle. »

Quant à la hiérarchie, elle eut le malheur de se diviser. Il se forma une église ukrainienne, une blanc-russienne, une géorgienne, qui se déclarèrent indépendantes du patriarcat. Il se trouva des prêtres et même des évêques pour accepter le régime et constituer une *Eglise rouge*. Où était, parmi ces controverses, la véritable Eglise orthodoxe ? On ne le savait plus. On espérait qu'un concile œcuménique (orthodoxe) pourrait un jour trancher la question. En attendant, l'on demeurait en pleine confusion. Pourtant, le gouvernement fléchissait, lui aussi, dans sa volonté persécutrice, qui n'était pas sans inconvénient pour l'unité de l'Etat. Il crut devoir reconnaître et protéger officiellement *l'Eglise rouge*, qui professait le ralliement au régime. Cela ouvrait des horizons pour les membres de l'Eglise orthodoxe. On en venait à penser qu'à condition de ne pas faire d'opposition politique au régime, on pouvait obtenir de lui la permission d'être. Aussi, en avril 1925, quelques instants avant sa mort, le patriarche Tikhon signa-t-il une sorte de *Testament spirituel*, où il disait nettement que le gouvernement soviétique se montrant désormais solide et inébranlable, il pouvait être reconnu comme pouvoir temporel définitivement établi. Il invitait donc les chrétiens à lui obéir et déclarait que cette obéissance était compatible avec la foi orthodoxe, à la condition qu'aucune concession essentielle ne fût faite sur le terrain dogmatique. Pourtant, la situation religieuse du pays était telle qu'après la mort du patriarche Tikhon, il fut impossible d'élire un nouveau patriarche. Il n'y eut que « des gardiens provisoires du trône patriarcal ». L'un d'eux, Mgr Serge, métropolite de Nijni-Novgorod et futur patriarche, adressa, en juillet 1927, un message, par lequel, comme Mgr Tikhon, il reconnaissait le pouvoir soviétique comme définitivement établi et prescrivait aux fidèles de s'y soumettre comme à un gouvernement régulier, si l'on ne voulait pas « rompre définitivement avec l'Eglise et la Patrie ». Par ce mot, il visait le clergé émigré, dont il déplorait l'activité contre-révolutionnaire. Naturellement, il y eut, chez les émigrés et même en Russie, dans une partie du clergé, une forte opposition à la nouvelle politique inaugurée par Mgr Serge. Mais les Soviets en profitèrent pour annoncer leur intention de modifier leur attitude à l'égard de l'Eglise. Cela se comprend, si l'on considère la psychologie religieuse en cours au sein du marxisme. Il est entendu, pour quiconque se pique d'histoire de la philosophie, que la religion fait partie de l'évolution humaine, et forme un stade inévitable de cette évolution. Dès 1924, le parti communiste avait inscrit dans son programme cette phrase révélatrice :

> « Il faut éviter soigneusement toute atteinte aux sentiments religieux des croyants, car cela n'entraînerait que la consolidation du fanatisme religieux. »

Cela veut dire que les religions meurent d'elles-mêmes, en vertu du progrès scientifique, mais qu'on ne les tue pas. Essaie-t-on de hâter artificiellement leur disparition, on leur donne un regain de vitalité. En politique réaliste, il faut donc les laisser mourir de leur belle mort, lentement mais sûrement ! Sans doute ce n'était pas l'avis de tout le monde, en U.R.S.S. Il existait en particulier une « Association des athées militants » présidée par un membre influent du parti communiste, Jaroslavski, et elle trouvait très mauvaises toutes les concessions que l'on pouvait faire à l'Eglise. Elle se montrait particulièrement intransigeante dans le domaine scolaire, que les communistes regardent comme la clé de l'avenir.

C'est pourquoi Jaroslavski écrivait :

> « On ne peut permettre à l'Eglise et au clergé d'approcher de l'Ecole plus près qu'à la distance d'un coup de canon, ni d'avoir une influence dans l'enseignement. »

Sur ce point, les communistes de tous les pays et notamment ceux de France sont unanimes. C'est même l'une des raisons principales pour lesquelles nous devons défendre pied à pied le peu que nous avons de libertés scolaires.

Mais, en dehors du domaine scolaire, l'avis du *N° 1* différait de celui de Jaroslavski. Sans toucher au régime de l'école, le gouvernement soviétique modifia officiellement sa politique religieuse, à la suite du message de Mgr Serge. Une loi du 8 avril 1929 reconnut et réglementa la constitution des paroisses, la construction des édifices du culte, la célébration des offices, etc.

Pourtant, l'Etat soviétique n'entendait pas abandonner le principe de cette sorte de religion d'Etat qu'était devenu pour lui l'athéisme, et l'on en eut la preuve dans le fameux article 124 de la Constitution stalinienne, que nous commentions, à la suite de M. J. Barthélemy, dans notre *Causerie sur les Revues* du 26 novembre 1936 :

« Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise, en U.R.S.S., est séparée de l'Etat, et l'Ecole de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande antireligieuse sont reconnues à tous les citoyens. »

Cela voulait dire que l'athéisme seul avait le privilège de la propagande. Cependant, la liberté de conscience, la liberté du culte, donc la légalité de la hiérarchie religieuse orthodoxe étaient désormais choses acquises. La propagande était interdite, à l'exception naturellement de celle qui se fait par l'exemple et par les offices religieux.

« En résumé, durant les dix années qui précédèrent la guerre, l'Eglise avait fait tout ce qui était en son pouvoir, pour vaincre la méfiance politique de l'Etat. L'Etat, lui, avait fait des efforts certains pour se réconcilier avec le pouvoir spirituel. L'athéisme militant fut contraint d'accepter les concessions importantes faites par le gouvernement soviétique, pour sauvegarder l'union entre tous les citoyens loyaux de l'U.R.S.S. »

Survint la guerre. Une nouvelle étape fut franchie alors. Lorsque la Russie entra dans la guerre, en 1941, lorsque surtout elle fut envahie par les armées allemandes, il fut évident pour tous que la lutte qui s'engageait était une question de vie ou de mort pour la Russie. Le patriotisme fit taire alors toutes les oppositions de doctrine. Il n'y eut pas besoin de proclamer ce que nous appelions en France « l'union sacrée ». Elle se faisait d'elle-même en face de l'envahisseur. L'Eglise orthodoxe entra à fond dans l'esprit de la résistance à l'étranger. Au lendemain de l'ouverture des hostilités, le métropolite Serge, gardien du trône patriarcal, adressa au clergé et aux fidèles une encyclique très nette et très pressante. Il fit prier dans toutes les églises pour la victoire des armées rouges. Mgr Serge prit l'initiative de quêtes soit pour aider les combattants, soit pour équiper une colonne de chars ou une escadrille d'avions. Parlant des chars, il disait, dans un de ses appels :

« Que cette colonne, organisée par les fidèles, apporte dans les rangs la bénédiction de notre Eglise orthodoxe et sa constante prière pour le succès des armées russes. »

Cela n'empêchait pas Mgr Serge, tout en restant patriote et loyal, de dire sa peine au sujet de l'idéologie dominante :

« On sait que l'idéologie anti-religieuse est l'idéologie du parti communiste. Certes, l'Eglise s'en afflige, mais il convient de dire, en toute objectivité, que la propagande anti-religieuse en U.R.S.S., n'entrave ni ne limite absolument en rien les droits des fidèles. »

En effet, à cette date, la liberté religieuse existait dans le pays. Récemment encore les journaux ont pu raconter que, dans l'église de Saint-Louis-des-Français, de Moscou, la *seule* église catholique de Russie, actuellement, la communion pascale a pu parfaitement se dérouler, de manière admirable, groupant 3.000 communiants, venus de tous les points de la Russie.

Mais la reconnaissance du gouvernement russe pour la parfaite loyauté de l'Eglise orthodoxe, au cours de la guerre, s'est traduite par des mesures significatives.

Le 4 septembre 1943, Staline, assisté de Molotov, recevait Mgr Serge, accompagné des deux métropolites de Kiev et de Leningrad. Mgr Serge venait demander officiellement l'autorisation de procéder à l'élection d'un nouveau patriarche, affirmant que c'était le désir de tous les orthodoxes. Staline répondit que le gouvernement n'y voyait aucun inconvénient. Quelques jours plus tard, Staline lançait l'appel au peuple que voici :

« Depuis les temps les plus reculés, le peuple russe est pénétré du sentiment religieux. L'Eglise, depuis l'ouverture des opérations militaires contre l'Allemagne, s'est montrée sous son meilleur jour. Les ecclésiastiques se battent courageusement au front et donnent tous les jours des preuves de leur patriotisme. Aussi, le parti communiste de l'U.R.S.S. ne peut-il plus priver le peuple russe de ses églises et de la liberté de conscience. C'est pour cela que je m'adresse au Saint-Synode orthodoxe russe de Moscou, en lui demandant d'élire, dans son sein, le Patriarche de toutes les Russies. »

Le 8 septembre 1943, — donc quatre jours seulement après l'audience accordée par Staline à Mgr Serge, — une réunion d'évêques élisait Mgr Serge *Patriarche de Moscou et de toutes les Russies.* D'autre part, pour assurer les relations normales entre l'Eglise et l'Etat, un Conseil des affaires de l'Eglise orthodoxe était créé, parmi les rouages du gouvernement. Il y avait donc cette fois, une réconciliation complète entre les deux puissances, la spirituelle et la temporelle.

Mgr Serge ne conserva pas plus de sept mois la haute autorité qu'il avait revêtue. Il mourait en effet, avant la fin de la guerre, le 15 mai 1944. Mais il eut sans tarder un successeur, en la personne de Mgr Alexis, métropolite de Leningrad, élu patriarche le 2 février 1945.

La Vie Intellectuelle, dans son numéro d'avril 1947, fait au sujet de tout ce qui précède quelques réflexions fort pertinentes. Elle admet que les hommes politiques russes soient mus, dans cette tolérance religieuse, par des motifs d'ordre temporel, et par le désir d'utiliser la société ecclésiastique pour des fins terrestres. Rien d'étonnant à cela. C'est la coutume de la politique d'en agir ainsi. Mais on n'a pas le droit d'insinuer que les évêques orthodoxe russes aient acheté cette tolérance par une faiblesse coupable.

« Il suffit de comparer, en marquant bien toutefois les difficultés plus grandes des évêques russes, à ce qui s'est vu en France pendant et après la Révolution, et d'étudier, par exemple, le comportement d'un Pie VI ou d'un Pie VII.

Les conditions extérieures d'existence faites à l'Eglise par l'Etat, en Russie soviétique sont fort différentes de celles auxquelles nous nous sommes habitués, combien péniblement, depuis 150 ans... »

Un fait doit être considéré avant tout, c'est le bienheureux effet de la liberté. Or, toutes les informations qui viennent de Russie nous montrent le sérieux et la fraîcheur d'une vie chrétienne puisée aux sources évangéliques et liturgiques. Du reste, pour avoir une idée de l'esprit qui anime cette chrétienté ressuscitée et en quelque sorte jaillie des Catacombes, écoutons l'allocution que le doyen d'âge de l'épiscopat orthodoxe, Mgr Philippe, archevêque d'Astrakhan, adressa à Mgr Alexis, patriarche de Moscou et de toutes les Russies, lors de son élévation au trône patriarcal, le 2 février 1945. N'oublions pas que l'on était encore en guerre, mais que la victoire était désormais en vue et s'avançait à grands pas :

« Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, nouvellement élu et choisi, métropolite Alexis,

C'est avec une joie inexprimable que le Concile des Evêques de l'Eglise orthodoxe russe te salue, notre élu très aimé. C'est à un grand moment historique dans la vie du monde et dans des circonstances inconnues jusqu'à ce jour dans l'histoire de l'Eglise russe, alors que toute l'Eglise orthodoxe universelle, dans les personnes de ses dirigeants ou de ses représentants, s'est unie à nous dans une communion spirituelle de prière fraternelle, qu'ici, au cœur de notre chère patrie, par la permission de l'Esprit-Saint et de la Droite du Très-Haut, tu as été élu d'une seule bouche, d'un seul cœur, d'une seule volonté, par les évêques, les représentants du clergé et des fidèles de l'Eglise russe, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, au trône des primats de Moscou.

Lorsque j'ai ouvert le Livre de Vie, la Parole de Dieu, pour savoir ce que dira de toi le Seigneur, en ce très grand moment historique de la vie de notre Eglise, j'ai lu ces mots à jamais inoubliables et infiniment précieux du grand Apôtre des Gentils : « Agissant manifestement nous-mêmes en tout comme des ministres de Dieu,... dans la parole de vérité, avec les armes de la justice dans la main droite et la main gauche » (II Cor., VI, 7) [1].

Aussi ai-je baisé avec amour et attendrissement ces paroles d'or du grand Paul et ai-je dit, dans mon cœur : « Oui, c'est bien maintenant ou jamais, précisément maintenant que le monde qui, selon la parole de l'Apôtre, est tout entier enseveli dans le mal, emploie tous ses efforts pour pénétrer avec son injustice et sa perfidie dans l'enceinte de l'Eglise du Christ, qu'on voit même çà et là des tentatives d'une subtile altération de la vérité du Christ, d'un mélange de la justice de Dieu avec la justice des hommes, qu'il t'appartient, en tant que chef de l'Eglise russe, de veiller à la vérité du Christ « avec les armes de la justice dans la main droite et dans la main gauche. »

Tu vas, à partir de maintenant, porter le haut titre de « Très Saint Père ». En ce titre se concentrent tous les idéals, les aspirations et les espoirs les plus purs, les plus admirables, les plus hauts du peuple orthodoxe russe. A partir de maintenant, les cœurs de tous les enfants de l'Eglise russe s'élanceront avec foi vers toi, comme vers le porteur de la vérité du Christ, de la justice de l'Eglise, de la conscience chrétienne.

S'il y a un peuple qui aime la justice, qui a faim et soif de la justice, qui languit après la justice, c'est bien le peuple croyant russe. Ton nom sera à jamais béni par ce peuple, épris de justice, s'il voit toujours en toi le champion ferme et inébranlable de la justice du Christ.

Tu diras : « C'est une œuvre héroïque ! » Oui, actuellement, c'est une œuvre qui exige beaucoup d'héroïsme. Mais ces primats moscovites d'impérissable mémoire, sur le trône desquels tu montes maintenant, et particulièrement Philippe, Hermogène et Nikon [2], pour qui la justice du Christ était plus chère que la vie, ne vont-ils pas se hâter de t'apporter le secours céleste ? Est-ce un hasard que cet événement mémorable, dont nous sommes maintenant, avec une telle joie, les témoins ? Mais dans les personnes de ces anges et représentants des Eglises d'Orient, qui nous sont infiniment chères, c'est en quelque sorte toute l'Eglise universelle qui va prier avec nous, pour que le Dieu de justice affermisse tes forces au service héroïque de la justice. Et nous, tes coopérateurs, chaque fois que nous nous tiendrons devant l'autel du Très Haut, de l'éternel « Soleil de Justice », avec l'Agneau qui y est couché, immolé pour la paix et pour l'éternelle justice, ne prierons-nous pas pour toi, avec une foi et une charité profondes : « En premier lieu, souviens-Toi, Seigneur, de notre Très Saint Père le Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis, et accorde lui, par égard pour Ta sainte Eglise, de vivre longtemps encore en paix, plein de vertu, d'honneur et de santé, et prêchant généreusement Ta Vérité ! » Et la force de notre foi et de notre prière te confirmera dans l'accomplissement de ton œuvre.

Et toi, dans ces grands et saints jours de ta vie, sous le souffle embaumé de la prière de l'Eglise pour toi, rempli de la grâce du Saint-Esprit, adresse avec une foi confiante, pour nous, tes frères, à notre Pasteur suprême, les paroles de la prière qu'à la veille de mourir pour nous, Il adressa à son Père céleste : « Sanctifie-les par Ta Vérité ! » (S. Jean, XVII, 17). « Garde-les dans la charité, l'union des âmes et des esprits, afin qu'ils soient tous Un » (*Ibid.*, 21). Confirme Ton Eglise, protège-la par Ta Paix, mets fin à ses scandales et reçois tous ses fils dans Ton Royaume.

Et maintenant, suivant l'antique coutume orthodoxe, reçois de nous, notre élu très cher, l'hommage d'une inclination profonde, avec les vœux fervents que forme notre prière de te voir orner, pendant de longues années, l'Eglise du Christ, conduire le vaisseau de l'Eglise sur le chemin de la justice du Christ, accomplir la grande œuvre, lourde de responsabilités, allègrement, virilement, avec foi dans la récompense, afin que, ton œuvre achevée, tu puisses dire par la bouche de saint Paul : « J'ai combattu le bon combat, j'ai achevé la course, j'ai gardé la foi. Elle est prête maintenant la couronne de justice que me donnera le Seigneur, le juste Juge, au grand jour, et pas à moi seul, mais à tous ceux qui ont aimé sa manifestation » (II Tim., IV, 7-8) [3].

On ne saurait refuser à cette allocution mémorable une grande élévation de pensée et surtout un accent de haute piété chrétienne.

Quelle est actuellement la situation ? L'Eglise russe est toujours gouvernée par le patriarche Alexis, qui est assisté par un synode de six évê-

[1] Le métropolite traduit littéralement. Ne pas oublier que les armes de la main droite sont les armes offensives, comme la lance et l'épée, tandis que les armes de la main gauche sont les armes défensives, comme le bouclier. Consulter la traduction de Crampon, ou toute autre traduction récente.

[2] Le plus connu de ces trois patriarches russes est Nikon, né en 1605, d'abord moine, puis métropolite de Nijni-Novgorod, en 1649 et patriarche en 1652. Il tenta la réforme liturgique de son Eglise, puissamment unifiée par ses soins par la réunion de l'Eglise petite-russe et blanc-russienne à l'Eglise de Grande Russie. Il réunit le synode de Moscou, en 1654, 1655 1656. Mais il se heurta à l'opposition du pouvoir civil et des Vieux-Croyants, et dut démissionner en 1658. Le concile de Moscou de 1667 repoussa sa réforme et le frappa d'anathème, il ne mourut que le 17 août 1681.

[3] Sur tout cela, la *Vie Intellectuelle* renvoie à la publication : *Russie et Chrétienté*, que nous avons eu aussi l'occasion de citer ici même, dont le premier numéro seul est paru, mais qui est une somme importante de renseignements. (Aux *Edit. du Cerf*, Paris).

ques. On compte au total 90 diocèses régulièrement constitués, avec 27.000 paroisses, desservies par 30.000 prêtres. Il existe 10 séminaires et 87 couvents. Des imprimeries comme celles qui éditaient jadis les revues de « l'Association des athées militants » ont été mises à la disposition du patriarche. Les reliques des saints ont été restituées et des iconostases, conservées dans les musées, rendues aux églises. Des académies de théologie fonctionnent à Moscou et Leningrad ; on pense en ouvrir prochainement à Kiev et Odessa. Les séminaires à deux degrés doivent être établis dans tous les diocèses et certains sont déjà en exercice. L'enseignement religieux est donné aux enfants et aux adultes, non à l'école, mais à l'église. On y organise même des conférences avec projections. Les églises peuvent s'approvisionner librement en matériaux de construction et de réparation. Le clergé est dispensé du service militaire. Le dernier patriarche, Mgr Serge, s'intéressait puissamment aux travaux de théologie et une sorte de mouvement liturgique se dessine sous le patriarche Alexis.

Reste la délicate question des rapports entre cette Eglise orthodoxe russe et la Grande Eglise, la nôtre, l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Citons ici la *Vie Intellectuelle :*

« Ce n'est évidemment pas une entente politique qui peut résoudre le problème. La politique n'a que trop joué dans les péripéties de la désunion. Ce n'est que sur le terrain strictement religieux que la conversation peut être entamée. Et les chances, sur ce terrain, sont d'autant moins à dédaigner que l'Eglise orthodoxe russe a derrière elle une expérience religieuse inappréciable et d'une portée encore insoupçonnée [4]. »

L'Eglise russe sort d'une épreuve terrible, elle en sort purifiée, auréolée par le martyre. C'est sur le terrain de l'amour du même Jésus, de la piété envers la même Vierge, la Toute-Sainte, avec la volonté de transcender tous les malentendus du passé et de préparer toutes les fécondes ententes de l'avenir, que l'accord peut et doit se faire.

IV

Nous n'avons pas besoin de l'exemple de la Russie et de la persécution religieuse qui s'y est déchaînée, surtout de 1917 à 1929, pour savoir que nous avons tout avantage à ne pas nous jeter dans la politique et à nous donner au contraire tout entiers à nos sublimes fonctions sacerdotales. Mais il n'arrive que trop souvent que la politique vienne nous chercher, comme malgré nous, et qu'elle essaie de nous traîner dans l'arène de ses luttes ou de ses passions partisanes. C'est ce qui s'est produit notamment, à une date récente, dans ce que l'on a appelé, avec une touchante précipitation, « le complot des soutanes ». Le P. d'Ouince, dans les *Etudes* et Christianus, dans la *Vie Intellectuelle* (l'un et l'autre, en avril 1947), nous entretiennent de ce dangereux complot, qui menaçait, paraît-il, cette innocente enfant qu'est la IV^e^ République, et ne tendait à rien moins qu'à lui ravir l'existence !

On se rappelle les faits : le 18 mars au matin, au lendemain de la fin de la grève des journaux parisiens, les religieux tenaient la vedette, entre le complot de Fresnes, l'affaire Joanovici et les découvertes réitérées de dépôts d'armes clandestins. Les journaux, rompant leur long silence, donnaient avec détails, le récit de perquisitions opérées dans une foule de maisons religieuses de Paris et de la banlieue, appartenant à diverses congrégations, bénédictins, jésuites, dominicains, fils de la Charité. On avait, disait-on, découvert, dans ces refuges obscurs, d'anciens « collaborateurs » recherchés par la justice ou déjà condamnés par elle. Et le ministre de l'Intérieur en personne, dans une conférence de presse, ne craignait pas de parler d'activités « de nature à diminuer l'autorité de l'Etat ».

Mais voici que le P. d'Ouince nous apprend que « les religieux inculpés ont eu la surprise de reconnaître, parmi les policiers, rue des Saussaies, quelques-uns de leurs visiteurs ». Tiens, tiens ! Il y a donc bien eu complot. Mais au lieu que ce soit un complot *des* soutanes, ce fut un complot *contre* les soutanes. Et l'auteur du complot, n'aurait-ce pas été le ministre lui-même, qui, on le sait, est un marxiste d'obédience socialiste ? C'est en se souvenant de cet aspect du problème qu'il convient de relire la lettre vibrante d'indignation du R. P. Riquet. Cette lettre, tout le monde l'a lue. On l'a affichée aux portes de nos églises. Chaque prêtre de France l'a faite sienne. Elle a pourtant sa place ici :

« Monsieur le Président,

« Si des prêtres ou des religieux, oubliant l'Evangile que nous prêchons, conspirent contre la sûreté de l'Etat ou participent à des crimes de droit commun, punissez-les, c'est votre droit et votre devoir.

« Mais qu'avant même d'avoir fait la preuve de leur trahison, un ministre jette en pâture à l'opinion des faits isolés qui, exploités par une presse avide de scandales, vont éclabousser toutes les soutanes de France, cela s'appelle : diffamation.

« Depuis trois jours, dans le métro, à l'atelier, dans la rue, on ne parle que du « complot des soutanes », des couvents, dernier « refuge des assassins et des traîtres ». Aussitôt, on oublie tous ceux qui furent, pendant quatre ans, refuge des réfractaires, des israélites, des communistes et des maquisards.

« Pères de Thymadeuc, de Belloc et des Dombes, est-ce pour cela que vous avez souffert à Buchenwald et Dachau ? Est-ce pour cela que vous êtes morts, Père Jacques, Père Gwenaël, et vous, Père Guihaire de ce couvent de la Glacière perquisitionné l'autre jour ?

« On trouve spirituel d'épingler en manchettes : « Al-

[4] Il faut rappeler cependant que l'église orthodoxe russe ne pratique pas toujours un esprit évangélique très développé à l'égard des catholiques. Sur la douloureuse question de l'*Eglise Ruthène Unie*, voir l'Encyclique « *Orientales omnes* » du 23 décembre 1945. On y lit entre autres, les phrases suivantes : « ... Souvent au cours des siècles les ennemis de l'Eglise, n'osant pas confesser ouvertement qu'ils tenaient l'Eglise catholique pour une ennemie et la persécuter franchement en plein jour, ont, très perfidement et sous des raisons spécieuses, accusé les catholiques de conspirer contre l'Etat... Mais les faits eux-mêmes et les événements proclament aisément et mettent en pleine lumière ce qui a été et est encore le motif de semblables persécutions. Qui donc ignore qu'Alexis, élu récemment patriarche des évêques dissidents des Russies, dans sa lettre à l'Eglise ruthène — lettre qui n'a pas peu contribué à déchaîner cette persécution — a ouvertement exalté et prêché la défection d'avec l'Eglise catholique ? » (*Doc. Cath.*, 14 avril 1946, col. 306-307), (cf. aussi les n^os^ des 20 janvier et 3 février 1946).

Le *Centre d'informations Catholiques* (163, Bd Malesherbes, Paris) dans son numéro du 30 mai 1947, donne quelques précisions actuelles sur la situation de l'église russe. Puis il écrit : « Quant à la situation particulière du catholicisme, elle est marquée, dans un climat de tolérance réservée, par la *double hostilité* de l'état marxiste et de l'Eglise orthodoxe, cette hostilité étant, du côté de l'Eglise orthodoxe, conforme à une ancienne tradition... »

lons, la Santé ne manquera pas d'aumôniers ». Cela me rappelle qu'à Fresnes, en mars 1944, nous étions, en deuxième division, 15 prêtres ; que dans notre transport vers Mauthausen nous étions 8 « aumôniers » pour 1800 déportés et que le convoi suivant en emmenait 16, dont 15 sont morts là-bas, comme le P. Dillard, à Dachau, offrant sa vie « pour l'Eglise et la classe ouvrière ».

« Lorsque la Gestapo venait m'arrêter, le 18 janvier 1944, pour une résistance qui durait depuis 1940, ils m'ont dit : « Fini, maintenant, de dissimuler dans les plis de votre soutane tous les fils de la Résistance ».

« Pauvre soutane ! Malgré tout le sang qui l'ennoblit, sang des fusillés : Corentin, de Montcheuil, Derry, sang des prêtres soldats, aujourd'hui vous la dressez comme un épouvantail. Quels que soient ses titres, tout prêtre se voit traité en suspect par la foule comme par la police. — Pourquoi ? — Pour dissimuler d'autres scandales, d'autres complots ? Il est plus facile, évidemment, de perquisitionner un couvent que de faire la lumière sur certains dépôts d'armes, certains agissements d'agents étrangers en France.

« Pour tromper la faim du peuple français et masquer les scandales grands et petits de son ravitaillement, vous lui donnez à manger du curé !

« Cette campagne ignoble ne fera pas de moi un cagoulard, j'ai horreur du ridicule ; ni le collaborateur servile d'une puissance étrangère, je ne suis pas de ceux qui ont attendu le 22 juin 1941, pour prendre les armes contre l'Allemagne, ou la libération de Paris pour entrer dans la Résistance. Mais, de toutes mes forces, je dénoncerai au peuple de France ceux qui, depuis deux ans, s'acharnent à le faire vivre dans une atmosphère de haines, de basses vengeances, de délations et d'inquisitions, triste héritage de l'occupation nazie.

« Ce n'est pas pour faire durer ou revivre un régime d'arbitraire et de terreur que nous avons lutté, souffert et que les meilleurs d'entre nous sont morts, mais pour vivre dans la paix, l'honneur et la liberté.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de ma haute considération. »

Cette lettre était du 22 mars. Elle faisait allusion aux violentes attaques du journal communiste *L'Humanité*, partant en guerre, dès le premier jour, avant toute information, contre les prêtres arrêtés et inculpés. C'était en effet dans ce journal, oublieux de « la main tendue », que l'on avait pu lire en lettres capitales, le titre sensationnel : « Les couvents, dernier refuge des assassins et des traîtres ». Un journal de nuance toute semblable et qui se signale presque chaque jour par son anticléricalisme : *Franc-Tireur*, avait, lui aussi, saisi l'aubaine, et Madeleine Jacob y signait un sensationnel reportage, intitulé : « Et voici le complot des Soutanes », avec, en sous-titre : « Des perquisitions dans de nombreux couvents amènent la découverte d'un vaste réseau dont les fils remontent jusqu'au Vatican ». « Nommément, ajoute le P. d'Ouince, le cardinal Tisserant et le pape Pie XII sont embarqués dans la galère ! »

Nous avons entendu, tout à l'heure, le P. Riquet s'écrier : « J'ai horreur du ridicule ! » C'était un proverbe, jadis, qu'en France « le ridicule tue ! » Il faut croire que nous avons bien dégénéré, pour qu'un ministre de l'Intérieur, pour qu'un vaste parti comme le parti communiste se jette dans une pareille absurdité. Ou bien ce fier « parti du peuple » a-t-il à ce point le mépris du peuple qu'il soit convaincu qu'on peut tout lui faire avaler, que sa crédulité et sa bêtise sont au-dessus de toute conception et défient toute exagération et toute fantaisie ? De fait, selon les *Etudes*, la calomnie, si stupide qu'elle fût, trouva créance dans les lecteurs des journaux d'extrême gauche, tant l'esprit critique y est développé par le progrès de l'instruction officielle moderne :

« Dans les quartiers populaires, où l'on ne cache guère ses sentiments, les regards se font malveillants sur le passage du prêtre ; et l'aumônier de Fresnes qui, depuis cinq années, a vu toutes les catégories de Français défiler dans les cellules et qui y est béni de tous, est injurié dans le métro par de pauvres gens irrités qui ne se rendent certainement pas compte de l'injustice qu'ils commettent et de la souffrance qu'ils provoquent, lorsqu'ils soulagent leurs nerfs en grommelant une insulte... »

Fort heureusement, pour l'honneur de l'intelligence et du bon sens français, d'autres journaux ont su parler le langage de la raison. J'emprunte encore aux *Etudes* la citation suivante d'Albert Camus, dans *Combat*, du 22 mars, sous le titre *Rien n'excuse cela :*

« Avant de dénoncer des couvents comme des nids d'assassins et de traîtres, l'Eglise tout entière comme le centre d'un vaste et obscur complot, on aurait voulu que les journalistes et les hommes de parti fissent seulement l'effort de se souvenir.

Peut-être auraient-ils retrouvé alors les images d'un temps où certains couvents couvraient de leur silence un complot bien différent... Quelle que soit la responsabilité d'un gouvernement qui n'a visiblement révélé que ce qu'il lui convenait de dire et qui a choisi de le faire au moment le plus heureux pour lui, celle des journalistes est encore plus haute. *Car ils ont nié ce qu'ils savaient* [5]. La justice la plus stricte demandait que l'on fît l'effort de ne pas mêler, dans la confusion d'une accusation générale, une poignée de prévenus à l'immense cohorte des innocents, oubliant de gaieté de cœur tous ceux qui se firent égorger. Non, décidément, rien n'excuse cela... J'entends d'ici les railleries. Eh quoi ! *Combat* est aujourd'hui avec l'Eglise ! Cela, du moins, est sans importance. Les incroyants que nous sommes n'ont de haine que pour la haine, et tant qu'il y aura un souffle de liberté dans ce pays, ils continueront à refuser de rejoindre ceux qui hurlent et injurient, pour demeurer seulement avec ceux, quels qu'ils soient, qui témoignent. »

Voilà un beau langage. Et ce qui nous plaît le plus ici, ce n'est pas que l'on prenne notre défense, car nous ne demandons pas à être défendus si nous sommes coupables, mais c'est l'appel à la justice. Pauvre et divine justice ! Je me souviens d'avoir lu, dans un journal catholique, — *Temps présent* — que le parti communiste est le *parti de la justice*. Si cela était vrai, nous serions tous communistes, car il n'y a rien de plus divin que la justice. Mais hélas ! j'ai bien peur que la justice, comme l'entendent certaines gens, n'ait pas plus de rapport avec la vraie justice que notre franc-papier de 1947 n'en a avec le franc-or d'avant 1914. Nous sommes en un temps de terribles dévaluations. La justice n'y échappe pas davantage que bien d'autres valeurs. C'est ce que fait remarquer très justement le P. d'Ouince. Citant le journal de gauche, *Libé-Soir*, qui, lui aussi, à son honneur, a fait un bel effort de compréhension, en cette circonstance, il rappelle l'usage antique du *droit d'asile :*

« De tout temps, écrit *Libé-Soir*, sous la signature de Jean Texcier, le droit d'asile fut un droit sacré. C'est

[5] C'est nous qui soulignons. Voilà bien le complot, mais *contre* les soutanes, et non pas *des* soutanes.

dans les temples antiques et dans les églises que se réfugiaient les criminels fuyant la justice des hommes. Le prêtre ne demandait pas à l'homme traqué, franchissant, hagard, le parvis, de quel crime il s'était rendu coupable. L'assassin comme le voleur étaient reçus sans contrôle dans le temple des dieux. »

Mais le P. d'Ouince n'admet pas les restrictions que M. Texcier prétend mettre à ce droit d'asile. Il n'admet pas surtout, — et c'est cela qui est grave, — que l'on confonde l'appareil de la justice c'est-à-dire la police, les tribunaux et les prisons avec la *Justice*. Il fait appel à une phrase profonde de François Mauriac, à ce sujet, dans le *Figaro* du 23 mars :

« Les hommes qui ont choisi de vivre selon le Christ ont planté leur tente à la lisière de la loi écrite et de la loi non écrite : ils l'ont fait à leurs risques et périls. »

Il est vrai que cette remarque de François Mauriac a eu le don de susciter l'indignation de M. Julien Benda, qui le traite d'« ivrogne de la charité »[6]. Il préfère sans doute, quant à lui, les « ivrognes de la haine » et il saisira cette occasion nouvelle de dénoncer « la trahison des clercs ».

Qu'ils se rassure cependant. La distinction du bien et du mal n'est pas en péril chez nous. Nous estimons au contraire que la religion chrétienne est son refuge suprême. Ce que nous nous refusons à admettre c'est que le bien et le mal dépendent des intérêts d'un parti, que la justice soit confondue avec les verdicts d'une justice trop souvent boiteuse ou partiale. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on représente la justice des hommes avec un bandeau sur les yeux. Il serait donc tout à fait injuste de prétendre que notre temps a le monopole des dénis de justice. Nous avons tous entendu parler d'un certain Caïphe et d'un autre certain Ponce-Pilate. Quel est le Français de 1947 qui ignore assez les dessous de l'histoire nationale, pour ne pas savoir que la justice est parfois atrocement bafouée ? Le P. René d'Ouince cite quelques exemples, et il y en a par dizaines du même genre :

« Les journaux ont publié, dit-il, en septembre 1946 un entrefilet... sur le coup de force accompli à la prison de Limoges. La prison contenait un certain nombre de détenus, inculpés ou condamnés à des peines diverses, pour faits de collaboration : substituant leur verdict à celui de l'autorité judiciaire, un petit groupe d'hommes armés, qui se donnent comme les justiciers de la Résistance, pénètrent de nuit jusqu'aux cellules, abattent un détenu et disparaissent sans qu'aucune poursuite efficace soit exercée à la suite de cet attentat. Je suppose que, dans les mois qui suivent, l'un des prisonniers de Limoges disparaisse de la prison et vienne vous demander conseil. L'obligerez-vous à se livrer de nouveau à une justice incapable de protéger sa vie et à réintégrer sa cellule ? »

Autre exemple :

Sur des témoignages mensongers, un homme de haut patriotisme et de droiture parfaite a été condamné à mort. La conscience d'un de ses juges en est révoltée et on lui donne huit jours pour mettre ordre à ses affaires. Il comprend à demi-mot, profite des huit jours pour s'évader et passer à l'étranger où il vit sous un faux nom. Direz-vous que c'est un mauvais Français ? Plusieurs des témoins à charge ont retiré leur déposition. Un autre s'est excusé en disant : « Si je la retire, mon parti me renie et je risque le gagne-pain de ma famille ».

Ce fait, je le cite parce que je le connais personnellement, et j'en pourrais citer d'autres. Mais je préfère donner encore ces deux cas du P. René d'Ouince :

« Je connais, écrit-il, un officier de gendarmerie qui, après cinq mois de détention, a été régulièrement acquitté. La semaine même où il est sorti de prison, sa femme reçoit des lettres de menaces, et des amis sérieux l'avertissent que sa vie est en danger, tant qu'il sera à la portée d'un groupe de pseudo-justiciers décidés à l'abattre. Quelques démarches simples lui donnent par ailleurs la certitude que, malgré son acquittement, il n'obtiendra pas un passeport pour l'étranger. Lui interdirez-vous de tenter de vivre en France sous un faux nom ?

« Voici un père de famille de six enfants, qui a été arrêté, suppose-t-il, par suite d'une dénonciation anonyme. Il est à Fresnes sans avoir été interrogé depuis vingt mois. Sa famille, comme de juste, est dans la gêne. S'il parvient à s'évader, lui interdirez-vous d'essayer de gagner sa vie dans n'importe quel refuge ? »

Et le P. d'Ouince ne cache pas qu'il ne s'agit nullement ici de faits isolés, mais qu'il pourrait doubler et tripler la liste des cas qu'il a apportés.

Nous le croyons sans peine, et quand M. le ministre de l'Intérieur nous dit sans rire que les actes des Pères qu'il a fait arrêter, « sont de nature à diminuer l'autorité de l'Etat », on peut se demander s'il a bien conscience de la situation actuelle du pays et si l'autorité de l'Etat n'est pas diminuée infiniment plus par la carence des pouvoirs publics en face de crimes commis au nom d'une pseudo-justice de la Résistance et demeurés totalement impunis.

Conclusion du P. d'Ouince :

« Je vous demande simplement de vous mettre à la place du prêtre. Il vient de donner un conseil, il vient de dire : « En conscience, vous avez le droit de rester caché ». Va-t-il après cela reconduire aimablement son visiteur à la porte et lui souhaiter bon courage ? A moins d'être un pharisien, après avoir approuvé une solution, il aidera l'homme qui l'adopte et il le fera de tout son pouvoir. Maintenant, pour reprendre les mots de M. Texcier, « la chose me paraît claire ». Si les religieux détenus actuellement à la Santé, ayant agi par passion politique ou par aveuglement, se sont rendus positivement complices de malfaiteurs fuyant le châtiment légitime dû à leurs fautes, ces religieux sont condamnables : je les blâme et je les plains. Si, au contraire, ils n'ont fait qu'accueillir momentanément un homme aux abois, ou s'ils ont aidé activement un réfugié menacé de peines disproportionnées ou victime de représailles, ils ont bien fait. Je les approuve et je les envie. S'ils sont condamnés, ils souffriront pour la justice. »

Et ce ne sera pas leur condamnation, certes, qui ajoutera quelque chose à « l'autorité de l'Etat »...

V

C'est dans une direction bien différente que nous emmène M. Jacques Chastenet, spécialiste des questions d'histoire contemporaine anglaise, en nous parlant de la *Genèse du Commonwealth britannique*. L'article a paru dans le *Monde français* de

[6] Dans l'*Ordre*, du 27 mars 1947, sous le titre : « *Un Ivrogne de la Charité* », M. Benda écrit : « Donc M. Mauriac prend la défense de ses coreligionnaires qui s'efforcèrent de soustraire à la justice du pays des traîtres avérés... Ce n'est pas la première fois que notre apôtre, au nom de son Maître, déclare ignorer nos distinctions du bien et du mal..., de fait, cet ivrogne de la charité ne voit plus clair. »

janvier 1947. Si j'en parle avec un peu de retard, il mérite cependant, comme on va en juger, de ne pas être omis.

C'est vers le milieu du XIXe siècle, sous l'ère victorienne, comme disent les Anglais, que l'Empire britannique commença à prendre figure. A l'avènement de Victoria, en 1837, la composition du domaine colonial anglais était la suivante : en Europe : Héligoland — qui a sauté, le 18 avril 1947, — Gibraltar, Malte, les Iles Ioniennes, que Palmerston cédera en 1863 à la Grèce. — En Afrique : la Guinée, la Côte des Esclaves, les îles Sainte-Hélène et Maurice, Le Cap. — En Amérique : les Antilles en majeure partie, une fraction de la Guyane, Terre-Neuve. le Nouveau - Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, le Canada divisé en deux colonies distinctes : Haut-Canada peuplé d'Anglais, et Bas-Canada, peuplé de Français, baie d'Hudson, Colombie britannique, île de Vancouver. — En Océanie : l'Australie, surtout les côtes orientale et méridionale, — la Tasmanie, les îles Sandwich. — En Asie enfin Penang, Singapour, Ceylan et surtout les Indes, qui sans doute, en théorie, appartiennent à l'antique compagnie des Indes, mais en fait, sont sous le contrôle de l'Etat. Mais cet ensemble de colonies est bien loin de constituer un Empire. D'une part en effet, les hinterlands sont encore inexploités et presque inconnus, d'autre part l'Anglais moyen ne s'intéresse absolument pas à ses colonies, si ce n'est parce que le sucre lui vient des Antilles, parce que l'Australie sert de pénitentiaire, parce que les Indes sont un service de placement pour les cadets de famille. En général, les crédits pour les colonies ne sont extirpés que difficilement d'un parlement qui n'en voit pas l'utilité. Et puis, l'expérience américaine a laissé un souvenir amer : à quoi bon coloniser pour que les colonies, une fois majeures, se dressent contre la métropole pour obtenir leur indépendance et même pour la concurrencer dans son commerce ?

L'un des hommes les plus intelligents d'Angleterre, un romancier pénétrant et original, qui se sentait la vocation et l'étoffe d'un homme d'Etat, Disraéli, disait ouvertement : « Les colonies, c'est une meule de moulin à notre cou ! » Au surplus, la philosophie mise à la mode par Bentham et par Stuart Mill, en Angleterre, est l'utilitarisme. On doit juger de toutes choses par les fruits, de toute propriété par les revenus qu'on en tire : or, le colonialisme ne paie pas.

Il reste pourtant en Angleterre des idéalistes impénitents, des coureurs de grande aventure, un Livingstone (1813-1873) qui, à partir de 1840, se jette dans l'exploration du continent africain.

L'opinion finit par s'intéresser puissamment à ses voyages. Stanley sera un jour envoyé à sa recherche et le retrouvera au bord du lac Tanganyka. Pour soutenir le missionnaire ou l'explorateur, on avance donc dans l'intérieur des pays encore mal connus. Ou bien, on est anxieux de précéder les Français et l'on s'installe plus complètement en Australie ou en Nouvelle-Zélande, pour que ces pays ne deviennent pas la proie des rivaux.

Mais un homme va apparaître qui changera la mentalité de ses concitoyens et sera l'initiateur de l'impérialisme britannique. Il se nomme Edward-Gibbon Wakefield (1796-1862). Il avait d'abord été mêlé à la politique dans le camp radical, c'est-à-dire jacobin, ce qui était assez mal porté en Grande-Bretagne. Mais il avait commis la faute d'enlever une riche héritière. L'Angleterre ne plaisantait pas alors avec un tel crime. Condamné à trois ans de prison, Wakefield eut le temps de réfléchir, de lire, de réformer ses idées politiques. Il se plongea dans les livres de voyage, comme on se serait autrefois plongé dans la Bible ou dans la Vie des saints. Ce fut alors qu'il comprit l'importance et l'avenir des colonies. Une fois libéré, il réussit à communiquer sa foi nouvelle au journaliste Robert Rintoul, qui dirigeait le *Spectator*, très lu dans dans les classes moyennes, et il atteignit même un lord, qui était membre du parti whig, lord Durham (1792-1840). Durham occupait dans son parti une haute situation, car il était le gendre de lord Grey, leader des whigs. Wakefield, Rintoul et lord Derby fondèrent, en 1830, la « *Société pour la colonisation* ». Le but en était d'éviter l'hémorragie constante du sang britannique, en dirigeant le flot des émigrants vers les colonies, au lieu de les laisser se porter vers les Etats-Unis, où la plupart allaient chercher fortune. Il y avait en effet, en Angleterre, à cette époque, un excédent important des naissances. La population augmentait rapidement. De 1815 à 1837, elle avait passé de 14 à 19 millions, en Angleterre et Ecosse seules. Emerson qui visita l'Angleterre, à plusieurs reprises, vers le milieu du siècle, disait que le nombre des émigrés atteignait **1000** par jour. De fait, entre 1837 et 1867, on en comptera 5 millions, dont, il est vrai un grand nombre d'Irlandais, chassés par la faim, et animés d'une haine farouche contre l'Angleterre impitoyable. Wakefield publia *L'Art de la Colonisation* et y développa les idées suivantes : nécessité de ne pas concéder de terres en pays neuf si ce n'est à titre onéreux, afin d'en assurer la mise en valeur et d'éviter l'accaparement, — établissement d'une taxe annuelle sur les revenus des concessions coloniales, — utilisation de cette taxe pour favoriser et financer l'immigration, payer le voyage des pauvres et leur premier outillage, — minimum d'intervention de l'Etat dans les affaires des colons, — octroi aux colonies d'institutions représentatives indépendantes, de façon à prévenir le séparatisme à l'américaine. Ces principes devinrent aussitôt la bible des colonisateurs anglais.

Mais il fallait les mettre en pratique et arriver aux réalisations.

Ce fut en Australie que les premiers efforts furent tentés. Depuis 1787, l'Australie servait de bagne. On y avait expédié environ 40.000 déportés, dont quelques-uns n'étaient pas de très grands criminels, mais de simples malheureux, poussés au vol par la nécessité, ou braconniers invétérés. On disait alors en Angleterre qu'il était moins grave de tuer un homme qu'un lièvre, tant les landlords étaient attachés à la chasse. Et Emerson rappelle ce proverbe, dans ses *English Traits*. Les relégués australiens étaient soumis à des travaux pénibles et totalement inutiles. Les conditions de l'existence étaient en général si atroces que certains désespérés commettaient un vrai crime, pour être condamnés à mort et échapper ainsi à l'horreur du bagne. Déjà pourtant, quelques occupants sans titre, — on les appelait pour cette raison des *squatters* (occupants) — avaient essayé de l'élevage du mouton et

avaient réussi. L'initiative venait d'un capitaine de la garnison de Sydney, nommé Mac-Arthur, qui avait parlé de la chose à ses camarades officiers. On avait alors importé du Cap une race excellente de mouton. De retour en Angleterre, Mac-Arthur avait prêché aux manufacturiers, en quête de laine brute, le recours à l'Australie. On était alors en guerre avec Napoléon. C'était le temps du blocus continental. Le courant vers l'Australie commença. Une aristocratie de *squatters* s'était créée pour l'exploitation de vastes fermes à moutons. On voyait parmi ces pionniers des cadets de famille, appartenant à l'armée ou à l'université. Ils auront plus tard à lutter contre la démocratie des petits fermiers.

En 1840, l'Australie ne compte encore que 130.000 blancs. Dès 1834, Wakefield avait fondé, à titre de filiale de sa Société de Colonisation, une Société coloniale de l'Australie méridionale, qui organisait l'émigration vers cette région. On obtint en même temps la suppression du pénitentiaire. A partir de 1835, plus de *convicts* ou de condamnés de droit commun, rien que des colons libres : on expédie là-bas surtout des femmes pauvres, venant d'Ecosse ou d'Irlande, afin de fonder des familles régulières. On n'avait que l'embarras du choix pour découvrir des filles à marier ! D'autre part, la laine merveilleuse importée de là-bas attirait de plus en plus l'attention. Puis, en 1851, la découverte des gisements aurifères de Ballarst, dans l'Etat de Victoria, provoqua une « ruée » — un *rush* — de mineurs. Selon le mot de Wakefield : « La colonie se précipita en nation ». Les chercheurs d'or ne réussirent pas tous. Mais la plupart restèrent dans le pays comme éleveurs ou fermiers. Le *rush* porta le chiffre de la population blanche à un million, avant 1860. Cinq Etats, distincts et indépendants les uns des autres, furent fondés : Nouvelles-Galles-du-Sud, Victoria, Australie méridionale, Queensland, Tasmanie. Chacun d'eux eut son gouvernement, ses assemblées représentatives et, bien avant la métropole, le suffrage universel. On sait qu'actuellement l'Australie est formée de la confédération de sept Etats — l'Australie du nord et celle de l'ouest en plus — comptant 5 millions et demi d'habitants, sans compter environ 100.000 indigènes de l'espèce la plus arriérée.

Ce que l'on vient de dire de l'Australie va se répéter pour la Nouvelle-Zélande. Mais l'on rencontrait là, au contraire de l'Australie, une race indigène vigoureuse et combative, les Maoris. Pour protéger les missionnaires anglicans, on avait établi un poste de fusiliers marins. Wakefield fonda la « *Compagnie de la Nouvelle-Zélande* » et envoya là-bas son propre frère avec des colons. Les débuts furent rudes, en raison de la méfiance des Maoris, de la maladresse des autorités militaires, du blâme des missionnaires. On défricha pourtant, on cultiva, on obtint de magnifiques moissons, des troupeaux prospères et les émigrants affluèrent. En 1840, pour prévenir une velléité française, le gouvernement anglais faisait, sans enthousiasme, un traité en règle avec les Maoris et déclarait la Nouvelle-Zélande colonie de sa Majesté. En 1841, on y créait de toutes pièces une capitale, Wellington. Un gouvernement intelligent, sir George Grey, apaisa les conflits venant des Maoris, sans trop verser de sang. Dès 1853, la colonie a une assemblée législative. Wakefield lui-même y fait un voyage. Il est devenu alors un personnage considérable et respecté. C'est un bon anglican, et comme le remarque avec ironie, M. Chastenet, il ne songe plus à enlever aucune fille.

Au Canada, le travail de colonisation remontait beaucoup plus loin dans le passé. On avait là quatre colonies séparées : Nouvelle-Ecosse Nouveau-Brunswick, Haut - Canada et Bas - Canada. Depuis 1791, chacune de ces colonies avait son assemblée législative, mais avec des pouvoirs purement consultatifs. Le gouverneur gardait donc tout l'essentiel du pouvoir. Il y avait d'immenses espaces inoccupés : forêts du nord, immenses prairies dans le Far-West, quelques tribus de Peaux-Rouges errantes, et des trappeurs. De l'autre côté du continent, sur le Pacifique, deux autres colonies n'avaient avec les quatre premières aucun contact : la Colombie britannique et l'île de Vancouver. La condition politique du Canada se résumait en un mot : conflits constants entre les colons et le gouverneur. Il y avait eu, en 1837, une révolte, facilement réprimée du reste, dont le chef avait été Papineau. En 1838, un cabinet whig décida d'envoyer sur place un haut-commissaire, lord Durham en personne. Il arrive en effet à Québec, en mai 1838, accompagné de Wakefield, son conseiller technique. Il établit une véritable dictature, prononce des sentences, même de mort ou de déportation, sans jugement, et rend des arrêts sans consulter personne Naturellement, on le dénonce à Londres. Lord Melbourne, premier ministre, est fort ennuyé, il le désavoue et le rappelle. Durham quitte le Canada, en novembre 1838, suivi par les bénédictions des Canadiens de langue anglaise et des malédictions de ceux de langue française. Il trouve à Londres un vigoureux défenseur, aux Communes, en la personne de Russell, qui fait accepter son rapport sur le Canada, par le cabinet. Ce rapport, daté de 1839, aboutit au *Canada Union Act* — Acte de l'Union canadienne — en 1840. Les deux Canada, le Haut et le Bas sont réunis en un seul Etat, avec régime parlementaire et large autonomie. Le gouverneur n'y aura qu'un droit de contrôle et de veto, les chefs administratifs seront choisis dans la majorité du parlement canadien. En somme, dès 1840, le Canada est organisé en ce qu'on appellera, à partir de 1867, un *Dominion*. On envoya, pour appliquer la nouvelle Constitution au Canada, de 1840 à 1846. lord Metcalfe qui, réussit à calmer les esprits, puis de 1847 à 1854, lord Elgin, gendre de lord Durham, qui appliqua les idées de son beau-père, mais avec beaucoup plus de doigté et parvint à réconcilier les Canadiens français, en insistant pour l'amnistie totale. Les Canadiens anglais lui en voulurent, mais la machine parlementaire put se mettre en marche sans trop de heurts. Un pas ultérieur très important fut fait par la création, entre 1866 et 1885, du *Canadian Pacific Railway*, unissant l'Atlantique au Pacifique et créant un mouvement horizontal d'affaires entre les diverses parties des colonies britanniques, au lieu de l'unique mouvement nord-sud, qui existait auparavant. L'exemple ne sera pas perdu et des voies ferrées transcontinentales unifieront et féconderont aussi le Sud-Africain et l'Australie.

Dans le sud-africain, les Anglais avaient occupé le Cap, colonie hollandaise, durant les guerres napoléoniennes et l'avaient gardé ensuite. Mais ils n'étaient qu'une poignée en face des vigoureux co-

lons hollandais, les Boers. En 1836, ceux-ci, chargeant leurs femmes, enfants et biens sur leurs chariots, avaient émigré en masse vers le nord et fondé trois républiques : le Natal, l'Orange, le Transvaal. Entre eux et les Anglais, erraient des Caffres, des Zoulous et Hottentots. En 1850, Le Cap ne comptait encore que 12.000 colons britanniques. Mais dès 1843, l'on avait occupé le Natal, où se trouvaient 8.000 autres colons anglais. On avait alors formellement reconnu l'indépendance des républiques boers d'Orange et de Transvaal. On allait en rester là presque jusqu'à la fin du siècle [7].

Dans le reste de l'Afrique, il ne se produit que des faits isolés : un Livingstone remontait le Zambèze et atteignait les Grands-Lacs, de 1853 à 1860. Dans l'hinterland de la Guinée et de la Côte des Esclaves, des missionnaires anglicans mélangent l'évangélisation, l'exploration et le commerce. De temps à autre, appel au secours : un missionnaire va être mangé. On vole à son appel, on le délivre. Mais cela ne passionne que les milieux des clergymen et des dévotes.

Aux Antilles et à Maurice, un coup dur a été donné aux plantations par l'abolition de l'esclavage, en 1833. Les noirs ne comprennent la liberté que comme un droit de ne rien faire. Les planteurs sont ruinés. Les institutions parlementaires fonctionnent mal et avec désordre.

Les Indes offrent un champ infiniment plus vaste mais aussi un morceau de résistance beaucoup plus dur à digérer. Au début du siècle, la Compagnie des Indes Orientales — *East-India-Company* — conserve tous ses privilèges et pouvoirs. L'Etat préfère administrer par son intermédiaire. Mais elle n'a en fait qu'une ombre de pouvoir. Il reste d'immenses étendues non-atteintes par la colonisation anglaise et livrées à l'anarchie ou aux incursions de pillards afghans ou mahrattes. Trois guerres en Birmanie, en 1824-1826, puis en 1852, enfin en 1886, élargissent les possessions britanniques du côté de l'est. L'un des grands éducateurs de l'Inde est alors le fameux historien Macaulay, envoyé en 1834, comme premier Membre Légal du Conseil des Indes, sous le gouverneur-général Bentinck. Il se produisait une progression lente mais irrésistible des Anglais à travers le continent hindou (Guerres des Sikhs, en 1845-1846 et 1848-1849). De 1849 à 1856, le gouverneur des Indes fut lord Dalhousie. Il acheva de soumettre le Punjab, fit la seconde guerre birmane, avec succès, mais il répandit l'inquiétude et le mécontement en établissant dans le pays les nouveaux engins de l'Europe : chemins de fer, télégraphes. Ils apparurent comme les instruments d'une magie redoutable et suspecte. Ils furent l'une des causes de la célèbre *Mutiny* — la révolte des cipayes de 1857.

Cette *Mutiny* fut toute militaire. Mais elle eut des causes sociales, raciales et politiques. L'Inde s'indignait des changements trop rapides opérés dans le sens de l'européanisation. L'armée du Bengale, recrutée dans l'Aoudh, dans le monde des castes brahmanes et rajputes, était surtout sensible à ce sentiment. En 1856, un nouveau réglement exigea de tous les *cipayes* (c'est le même mot que notre terme de *spahis*, venant du persan : *Sipays*, soldats) l'engagement d'aller se battre outre-mer, s'il était nécessaire. De là un mécontement intense. Dans le même temps, on remit aux troupes les cartouches d'un nouveau fusil, le *rifle* (*raïffl*) ou fusil rayé. Les soldats crurent que ces cartouches étaient graissées avec de la graisse de vache et de porc. La vache est sacrée pour les Hindous, le porc est honni des musulmans. Hindous et Musulmans furent donc d'accord pour se révolter. Le gouvernement lança en vain, de bonne foi, un démenti qui n'était pas conforme à la vérité. D'autre part, la proportion des troupes anglaises aux troupes indigènes n'était que de 1 à 5, et l'artillerie était aux mains des Hindous. Ils se sentaient donc les maîtres de la situation. La *Mutiny* éclata, le 10 mai 1857, à Meerut, au nord-est de Delhi (Bengale). Un groupe de mutins marcha sur Delhi, qui fut occupé, ainsi que Cawnpore, et le vieux roi de Delhi fut proclamé Empereur Mogol, par les insurgés.

Mais cela même jeta la division parmi les rebelles. Le nouveau Mogol était musulman. Le Punjab et les Sikhs ne voulaient à aucun prix d'un empire musulman. Ils se portèrent au secours des Anglais. Le Punjab devint base de départ pour la reconquête de l'Inde. Une armée de Sikhs commandée par le légendaire colonel anglais Nicholson, que les indigènes honoraient à l'égal d'un dieu, sous le nom de Nikkul-Seyn, marcha sur Delhi, fit sauter la porte de Cachemire et s'empara de la cité, après une bataille acharnée de six jours dans les rues, au cours de laquelle Nicholson fut tué. En novembre 1857, des renforts arrivèrent d'Angleterre, sous Colin Campbell et délivrèrent Lucknow en ruines. Au cours de ces événements, l'Angleterre devint presque enragée de colère, en apprenant les atrocités commises par Nana Sahib, fils adoptif du dernier Peichva des Mahrattes. Ce Nana Sahib avait été la coqueluche des salons de Londres. Mais il en voulait aux Anglais de n'avoir pu hériter de la pension accordée à son père adoptif. Il se jeta dans l'insurrection, ce fut lui qui s'empara de Cawnpore et assiégea le général Wheeler. Ayant signé un accord avec ce général, il viola sa parole et fit fusiller ou noyer tous les Anglais qui, sur se promesse, s'embarquaient sur le Gange pour Allahabad. Il n'y eut que quatre survivants. Quand le général Havelock reprit Cawnpore, Nana Sahib fit égorger tous les Européens prisonniers et les fit jeter pêle-mêle dans « le puits de Cawnpore », puis il s'enfuit au Népal, où il fut impossible de retrouver sa trace, si bien qu'on ignora la date de sa mort. Parmi ses victimes, il y avait eu de nombreux enfants et femmes. Il y eut des représailles anglaises, mais envers les hommes seulement. Ce ne fut qu'au prix d'une véritable impopularité auprès des Anglais que le gouverneur, Canning, put appliquer une amnistie complète. L'année 1858, fut marquée par des changements importants dans le régime de l'Inde : suppression définitive de l'ancienne compagnie des Indes orientales, — titre de vice-roi pris par le gouverneur, — artillerie réservée aux contingents anglais proportion de 1 à 2 entre les troupes anglaises et les troupes indigènes. L'autorité fut désormais partagée entre le vice-roi résidant à Calcutta et le Secrétaire d'Etat pour l'Inde, faisant partie du ministère à Londres. Il y eut un très grand gouverneur, sir John Lawrence de 1864 à

[7] Voir notre Causerie du 27 juillet 1939, sur Cecil Rhodes et l'œuvre immense accomplie par lui dans le sud-africain.

1869, un vétéran de l'Inde, la connaissant à fond et sachant la comprendre. Il refit si bien l'armée hindoue qu'en 1868, il sera possible de l'employer en Afrique, sous lord Napier, dans une guerre d'Abyssinie, contre le roi Théodore. Enfin, en 1876, Victoria sera, sur la proposition de Disraéli, proclamée impératrice des Indes — réplique anglaise à la proclamation de Guillaume de Prusse, empereur d'Allemagne, à Versailles, en 1871. On sera alors en plein impérialisme britannique. Mais la période de grande construction est celle qui se déroula, comme nous venons de le voir, entre 1837 et 1876.

VI

Il ne nous reste que peu d'espace pour parler d'une revue nouvelle ; dont les deux premiers numéros sont sous nos yeux : *La Pensée catholique* [8].

Au Comité de rédaction, nous lisons les noms de M. le chanoine Lusseau, professeur à l'Université catholique d'Angers, de l'abbé Luc Lefèvre, professeur de philosophie à Paris, de l'abbé Roul, aumônier du Lycée à Nantes, et de l'abbé Berto, aumônier de l'Orphelinat de Péaule (Morbihan).

Au premier fascicule, signalons une substantielle étude de l'abbé Lefèvre intitulée : *Quelques aspects de l'existentialisme*. *L'Ami* donnera un aperçu de la question. Mais je voudrais dire quelques mots très brefs du second article, qui est du chanoine Lusseau et qui a pour titre « *Passer aux Barbares* ».

Tout le monde sait qu'une des questions qui s'est posée, au cours de l'Histoire de l'Eglise, fut celle du « passage aux barbares ». Fallait-il, au Ve siècle, se cramponner aux formes vieillies de la civilisation romaine, même christianisée au moins en surface, ou bien accueillir l'afflux de sang frais qui venait au monde usé et fatigué sous la forme des barbares ? Le prêtre marseillais, Salvien, l'une des gloires de Lérins, et l'un des maîtres éclairés auxquels saint Eucher avait confié l'éducation de ses enfants, Salonius et Veranus, en se faisant lui-même moine sous la conduite de saint Honorat, à Lérins, Salvien, dis-je, avait été d'avis qu'il était temps de « passer aux barbares ». — Or, un appel du même genre avait été adressé récemment, en des pages dactylographiées, par un auteur anonyme, mais dont la rédaction, vigoureuse et pressante, révélait la forte personnalité. Notre monde est vieilli. Notre philosophie, notre théologie ne sont plus « à la page ». Il serait temps d'évoluer, d'autant plus que la loi même de la création semble être justement l'évolution. M. Lusseau prend à cœur de rassurer les esprits qu'un tel appel aura pu troubler. Avec calme, courtoisie, pondération, mais aussi avec lucidité et fermeté, il discute la thèse anonyme, il en analyse les données et en indique les tendances. On voit bien qu'il la réprouve, mais il réserve ses arguments pour une étude ultérieure. Au fascicule 2, nous apprenons que les pages anonymes, que beaucoup d'entre nous ont lues et méditées, sont tout simplement un rapport présenté à la Congrégation de la Propagande, et nullement destiné à la publicité, par le R. P. Theillard de Chardin. Tout le monde connaît l'autorité scientifique du R. P. de Chardin dans le domaine de l'anthropologie préhistorique. Du moment que c'est par erreur que les pages incriminées ont été répandues dans le public, il n'y a pas lieu d'en tenir compte. Et c'est pourquoi sans doute M. le chanoine Lusseau n'a pas poursuivi son étude.

Il nous a semblé que l'une des tendances de la nouvelle Revue est justement de mettre en garde les esprits sérieux contre un certain engouement qui leur fait transformer en certitudes établies de simples hypothèses de travail, comme l'idée d'évolution, et de montrer ce qu'il y a de permanent et d'immuable dans la théologie catholique.

L. Cristiani.

[8] Trimestrielle, chez Téqui, 82, rue Bonaparte, Paris ; — abonnement 450 francs par an, réduction comprise.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus bibliographiques

M. Lepin, P. S. S. — Faut-il croire en Dieu, en Jésus-Christ, en l'Eglise ? — In-12 de 312 p., 150 f. ; franco 160 f. — Au Foyer des Auxiliatrices des Campagnes, 7, rue du Fort Saint-Irénée, Lyon 5e.

« Si l'on ne veut pas que notre monde moderne sombre dans un matérialisme dégradant, il faut de toute nécessité qu'une élite se lève qui, par un christianisme convaincu et vivant soit, au milieu de la masse et suivant la parole du Christ, le flambeau qui éclaire, le sel qui purifie, le ferment qui agit et transforme. »

Tel est le but que s'est proposé M. Lepin en écrivant ce volume apologétique, dont le point de départ est la croyance en Dieu et l'aboutissement, la foi et la vie chrétienne.

La preuve de l'existence de Dieu prend comme point de départ la vie en général, la vie de l'homme en particulier. Comment l'expliquer ? Cette preuve, à l'expérience, a été jugée irrésistible. En partant de la vie de l'âme humaine, nous pouvons nous faire une idée — bien pâle mais déjà exacte — de Dieu et des rapports que nous pouvons avoir avec lui. L'histoire montre comment ces rapports se sont établis dans l'humanité et comment, par l'intermédiaire d'Israël, l'humanité s'est acheminée vers le christianisme. La valeur rédemptrice de la mort de Jésus prouve la transcendance du christianisme, et le miracle de la Résurrection du Sauveur, sa vérité. L'Eglise, instituée par le Christ comme organisme vivant de la religion, continue l'œuvre de Jésus parmi les hommes. Conclusion : il faut croire, il faut pratiquer.

En appendice, un diptyque scripturaire : 1° Origine et valeur historique des trois premiers évangiles ; témoignage du Christ Jésus à sa divinité, d'après les trois premiers évangiles ; 2° Origine et valeur historique du quatrième évangile ; témoignage du Christ Jésus à sa divinité, d'après le quatrième évangile.

P. Paris, prêtre de Saint-Sulpice, aumônier des universitaires catholiques. — I. Liturgie et Messe : Nous souvenant donc, Seigneur... Préface de Martin, évêque du Puy. — In-8 de 512 p., 200 f. — Paris, Letouzey, 1946.

Quelques disciples de Monsieur Paris, directeur au Grand Séminaire de Bordeaux et, pendant tant d'années, le « curé » vénéré de la « Paroisse universitaire », ont tenu à réunir dans ce premier volume quelques-unes de ses plus belles méditations, de ses plus riches études sur la liturgie et la messe.

Voici comment les éditeurs de ces fragments exposent le plan de l'ouvrage, ordonné pour suivre d'aussi près que possible la ligne de pensée de l'auteur.